

COMITÉ D'HISTOIRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

Bilan : trois ans d'histoire de la politique de la ville

D'HISTOIRE
DE LA POLITIQUE
DE LA VILLE

SOMMAIRE

PRÉAMBULES	5
PRÉSENTATION	13
LES MISSIONS DU COMITÉ D'HISTOIRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	13
LE COMITÉ D'ORIENTATION	14
LE CONSEIL SCIENTIFIQUE	17
L'ASSOCIATION	18
LE BUREAU	19
L'ÉQUIPE SALARIÉE	21
ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE ET SÉMINAIRES	23
SÉMINAIRE SCIENTIFIQUE 2025-26 : POLITIQUE DE LA VILLE, DÉCENTRALISATION ET GOUVERNANCES LOCALES	23
LES JOURNÉES D'ÉTUDE	26
Roland Castro, un architecte politique	26
Le droit au logement empêché ? Origines et évolutions de la loi Besson	27
Les archives de la politique de la ville	29
LE RÉSEAU DES JEUNES CHERCHEUR.SES	33
Constitution et mobilisation du réseau	33
Projection débat « La Haine » : un premier évènement du réseau	34
LES RDV DE L'HISTOIRE : LA FRANCE AU MIROIR DES BANLIEUES	36
BILAN DE LA PARTICIPATION AUX ÉVÉNEMENTS DE 2025	38
ARCHIVES, MÉMOIRE ET PROJETS TERRITORIAUX	39
PROGRAMME GRANDS TÉMOINS ET ARCHIVES ORALES	39
PROJET SCOPA : AUX SOURCES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE	41
PROJETS D'HISTOIRE LOCALE : L'EXEMPLE MARSEILLAIS	42

DIFFUSION ET PUBLICATIONS	43
DES OUTILS DE COMMUNICATION EN PLEIN DÉVELOPPEMENT	43
FORMATION DES ACTEURS : LE MOOC « POLITIQUE DE LA VILLE »	44
LA CONTRIBUTION DU COMITÉ D'HISTOIRE AU PROGRAMME QUARTIERS DE DEMAIN	45
La frise chronologique de la politique de la ville	46
Les notices monographiques	46
La mobilisation des chercheur.ses	47
NOS PUBLICATIONS CONSACRÉES À LA JEUNESSE DANS LA POLITIQUE DE LA VILLE	47
Actes du séminaire 2024, « Les jeunes dans la politique de la ville »	47
Étude « Les figures de la jeunesse des "cités" dans les sciences sociales, des années 1980 à nos jours »	48
LES PRINCIPAUX PARTENAIRES EN 2025	49
L'ÉTAT	49
LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS	49
L'ANRT	50
LE CAMPUS CONDORCET	50
LE FONJEP / PAJEP	51
LES CENTRES DE RESSOURCES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (CRPV)	51
LES ARCHIVES NATIONALES	51
LE GIP EPAU	52
LES PERSPECTIVES DE RENFORCEMENT	52
ANNEXES	53

PRÉAMBULES

Michel Didier • Président du Comité d'histoire de la politique de la ville



L'année 2025 constitue la troisième année de pleine activité de notre comité d'histoire, créé en 2022. Elle a permis de consolider le travail engagé en 2023 et 2024 et de conforter sa légitimité auprès de la communauté scientifique, d'une part, et auprès des acteurs de la politique de la ville, d'autre part, en s'appuyant sur une gouvernance originale : un conseil scientifique, un comité d'orientation rassemblant institutions, partenaires et personnalités qualifiés et une structure associative assurant la gestion au quotidien ainsi que l'avait souhaité l'Etat au moment de sa création. L'originalité de notre Comité est donc d'avoir une double assise: une légitimité institutionnelle par son rattachement au ministre de la Ville et le soutien que lui apportent l'État et la Caisse des dépôts et consignations, et une capacité de mobilisation de bénévoles associatifs, à la fois garants du projet initial et contributeurs à l'action.

L'année 2025 s'est traduite par un pic d'activité sans précédent et une diversification des formats d'actions mises en œuvre.

Je citerai en premier lieu l'organisation, sous l'égide du Conseil scientifique, d'un nouveau séminaire annuel consacré, après celui sur les jeunes en 2023-2024, à la décentralisation et aux gouvernances locales. Démarré en décembre 2024 et achevé en janvier 2026, il a été en partie délocalisé à Toulouse, Lyon, Marseille et en Seine-Saint-Denis afin de rendre compte de la diversité et de la spécificité des contextes

territoriaux dans la mise en oeuvre de la politique de la ville. C'est aussi un moyen d'encourager les démarches d'histoire locale, qui est un des objectifs du comité. Nous souhaitons pouvoir diffuser les travaux en 2026, à l'instar de ce nous avons fait en 2025 avec la publication des actes du séminaire sur les jeunes dans la politique de la ville et de sa séance conclusive.

Elle a permis également d'organiser plusieurs journées d'études parmi lesquelles celle consacrée à la pensée et à l'oeuvre de Roland Castro, architecte « politique », qui s'est tenue en mars 2025 au Campus Condorcet, qui a été la plus suivie et de grande qualité, permettant au comité d'élargir son audience. On trouvera dans le rapport d'activités le détail des autres événements organisés par le comité, seul ou en partenariat avec d'autres. De nouveaux formats ont été aussi expérimentés tels que le ciné-débat organisé à l'occasion des 30 ans du film *La Haine* qui a permis de débattre des évolutions survenues dans les quartiers et de toucher un public plus jeune.

L'année 2025 a permis également de mettre sur les rails le travail sur les archives de la politique de la ville, qui constitue une mission essentielle des comités d'histoire. Il n'y a pas d'histoire sans archives mais celles relevant de la politique de la ville sont particulièrement diverses, dispersées et donc difficiles à inventorier. Le recrutement en septembre 2025 d'une chargée de mission dédiée et le partenariat prometteur engagé avec les Archives nationales cette année vont permettre de structurer une véritable politique de conservation et de valorisation des archives de la politique de la ville sur la durée, vingt ans après les travaux menés par la DIV et la DAF, et d'apporter des conseils utiles aux détenteurs d'archives, publiques ou privées. L'organisation conjointe d'une première journée d'études en décembre 2025 à Pierrefitte, qui a été de grande qualité, a été un point d'orgue important qui doit déboucher sur des partenariats renforcés en 2026. Une publication est également en préparation.

Le comité a également poursuivi le travail engagé en matière d'archives orales en continuant la diffusion régulière sur sa chaîne Youtube des interviews filmées du programme des « grands témoins » de la politique de la ville dans des formats courts, accessibles au public et en engageant une nouvelle campagne de recueil de témoignages qui sera poursuivie en 2026. L'appui à la recherche, outre l'organisation des journées d'études, s'est concrétisé par le démarrage d'une première thèse CIFRE locale à Marseille et par la constitution d'un réseau de jeunes chercheurs, qui doit

permettre de renouveler les approches et de susciter des vocations pour travailler sur le sujet de la politique de la ville. Il doit déboucher sur l'organisation d'une journée doctorale en 2026.

Enfin, il faut mentionner le travail spécifique engagé pour accompagner le programme Quartiers de demain, dans le cadre d'un partenariat avec le GIP EPAU, via notamment la rédaction et la publication de notices historiques et d'une frise chronologique sur l'histoire de la politique de la ville.

Au-delà de ce partenariat sur un an, la recherche de nouveaux partenariats institutionnels est un enjeu stratégique pour le comité. Elle doit permettre d'élargir ses soutiens financiers et d'aider à constituer des coalitions pour que le travail historique contribue à nourrir le débat public et à éclairer la réflexion des décideurs et des acteurs de la politique de la ville. Des initiatives ont été prises en ce sens en direction de l'ANRU et de l'USH en vue de la signature de conventions à la faveur de la préparation du séminaire 2026 sur l'habitat dans la politique de la ville. Je remercie à cette occasion l'ensemble des partenaires membres de droit du comité d'orientation, institutions et organismes publics, associations d'élus et réseaux professionnels et associatifs pour leur participation à la réflexion commune.

Cette intense activité, qui devra cependant rester soutenable en fonction des moyens dont disposera le comité, doit beaucoup à la petite équipe salariée que je remercie pour son engagement et son professionnalisme. Elle doit beaucoup aussi aux membres du bureau de l'Association qui se sont constamment mobilisés. Enfin, elle doit beaucoup aux membres du conseil scientifique qui ont accepté de prendre en charge le séminaire et les journées d'études et à Marie-Christine Jaillet qui en assure l'animation.

L'année 2026 sera une année importante pour le comité. Elle doit permettre notamment, comme le prévoient les textes, le renouvellement de l'arrêté ministériel du 22 avril 2022 fixant la composition des membres du conseil scientifique et des personnalités qualifiées du comité d'orientation. Elle doit voir aussi la renégociation des conventions pluriannuelles d'objectifs avec l'État d'une part, avec la Caisse des dépôts d'autre part, pour l'année 2027 et suivantes.

Dans ce contexte, il m'est apparu nécessaire, quatre ans après le lancement officiel du comité, de dresser un bilan de l'action menée, afin de montrer les réussites et les résultats obtenus mais aussi d'identifier les améliorations à apporter. Ce bilan doit être fait d'abord au regard des missions officielles assignées au comité par l'arrêté de création, ensuite au regard des intentions initiales, à savoir faire l'histoire d'une politique publique en associant chercheurs, témoins et territoires, enfin au regard du fonctionnement de sa gouvernance et de l'articulation entre ses différentes instances. Il conviendra aussi de réfléchir aux perspectives à venir pour notre comité.

Ce travail nécessitera diverses consultations au sein du comité d'orientation, du conseil scientifique et de l'association avant d'être présenté au comité d'orientation. Les contributions des chercheurs et des historiens sont évidemment attendues¹, de même que celles des partenaires et des personnes qui suivent nos activités.

D'ici là, je forme des vœux de pleine réussite pour le comité en 2026, en particulier pour le nouveau séminaire annuel consacré à l'habitat et à la politique de la ville, particulièrement attendu. Je renouvelle mes remerciements aux membres du comité d'orientation et du conseil scientifique et à toutes les personnes qui ont fréquenté nos événements ou qui enrichissent par leurs contributions notre réflexion.

Michel DIDIER

1. Cf. à titre d'exemple, l'article de Thibault Tellier « Faire l'histoire de la politique de la ville, un chantier en cours », *Histoire urbaine*, n° 73, Août 2025)

Marie-Christine Jaillet • Présidente du Conseil scientifique au Comité d'histoire de la politique de la ville



Le Conseil scientifique du Comité d'histoire de la politique de la ville s'est réuni très régulièrement tout au long de l'année 2025. Il a élargi son cercle de réflexion à des invités. Il a poursuivi son travail d'accompagnement des activités du CHPV, en premier lieu le séminaire qui portait sur les rapports entre la politique de la ville et la décentralisation et qui a conduit à s'intéresser aux modes de gouvernance locale de cette politique.

Le choix des sites retenus (Toulouse, Lyon, Marseille et la Seine-Saint-Denis) était motivé par la perspective de pouvoir y engager une thèse dans le cadre d'une convention CIFRE en partenariat avec la collectivité locale.² L'attention portée de ce fait à la gouvernance de la politique de la ville dans de grandes agglomérations françaises n'a pas manqué de soulever à nouveau la question de la place faite, dans les réflexions du CHPV, à la situation des villes moyennes.

Cette expérience de « délocalisation » hors du campus Condorcet, a été positive si l'on considère que ces séances ont rencontré dans chacun des sites le vif intérêt des actrices et acteurs locaux, suscitant également de leur part de fortes attentes, dont celle de poursuivre la narration et l'écriture de ces histoires locales. Mais elle a aussi débouché sur plusieurs interrogations :

La première, déjà formulée lors du séminaire 2024,³ porte sur l'écueil d'une histoire trop centrée sur les institutions et prenant insuffisamment en considération les acteurs associatifs et collectifs habitants, mais également les expériences habitantes.

2. À ce jour seule une thèse a vu le jour en partenariat avec la Ville de Marseille. Les restrictions budgétaires subies par les collectivités locales ont différé l'engagement des autres conventions CIFRE.

3. Il portait sur les jeunes dans la politique de la ville.

La deuxième tient à la difficulté d'articuler l'histoire d'une politique nationale, impulsée, reconfigurée par l'État et celle de ses appropriations/interprétations/mises en œuvre locales qui conduit au constat de politiques de la ville différenciées tant sous l'effet de contexte - économique, social et politique - que par les enjeux propres à chacune des villes ou agglomérations. Le risque, d'un côté, est celui d'une histoire « hors-sol », insuffisamment incarnée ; de l'autre, celui d'une addition d'histoires locales, toutes singulières. La question posée au CHPV est bien de ne pas en rester à cette tension peu fructueuse entre histoire nationale et histoires locales, ou à l'accumulation indépassable de monographies, certes nécessaires et toutes intéressantes, mais de parvenir à en tirer des fils de problématisation permettant à la fois la comparaison et la capitalisation. C'est bien ce qu'a permis la séance conclusive organisée début 2026, à partir d'un travail de relecture et de mise en ordre par Philippe Estèbe des matériaux accumulés. Les séminaires à venir auront donc à expérimenter d'autres manières de faire que de se rendre sur place pour réintroduire la diversité des situations locales auxquelles la politique de la ville s'est confrontée.

La troisième porte sur le(s) livrable(s) que le CHPV peut mettre à disposition publique au terme d'un séminaire. Car il ne suffit pas de tenir un séminaire, encore faut-il qu'il laisse une trace et que les présentations et échanges dont elles ont fait l'objet, puissent être revisités et ressaisis. Si en 2024 l'ensemble des comptes-rendus avait été retravaillé pour en faciliter la lecture, ce ne sera pas le cas pour les séances du séminaire 2025 dont, seule, la séance conclusive fera l'objet d'un travail d'édition. Le contenu des autres séances sera lui, accessible par leur compte-rendu « brut ».

Le Conseil scientifique s'est également attaché à préparer le séminaire 2026/2027 qui portera sur l'habitat, « objet » au cœur de la politique de la ville qui suscite un très large panel de questionnements. L'enjeu est à la fois de tenir compte de ce large spectre et de ne pas s'y perdre.

En dialogue avec le Conseil scientifique, un petit groupe⁴ s'est mis au travail pour élaborer le programme du séminaire et en assurer le pilotage scientifique, avec une attention particulière à l'exemplification des analyses qui seront portées au débat et à la contribution de la jeune recherche. Ce séminaire, qui se conclura en septembre 2027, bénéficie d'un partenariat renforcé avec l'ANRU et avec l'USH. Il permettra d'éclairer, par l'histoire, les enjeux auxquels l'action dans les quartiers de la géographie prioritaire est aujourd'hui confrontée.

La collaboration avec le GIP EPAU, qui avait donné lieu à la réalisation d'une frise chronologique de la politique de la ville,⁵ s'est poursuivie en 2025 par la rédaction d'une notice pour chacun des quartiers du programme « Quartiers de demain », décrivant la manière dont il s'était inscrit dans l'histoire de la politique de la ville et ses dispositifs. Ces notices, confiées à des chercheuses et chercheurs experts⁶ du site, et coordonnées par Amandine Romanet, devraient être intégrées aux publications à venir. Et ce, malgré l'arrêt de l'expérimentation « Quartiers de demain » et le démantèlement du GIP EPAU.

Par ailleurs, grâce à l'implication d'Hugo Santi, le réseau de la jeune recherche est devenu une réalité. Le Conseil scientifique était tout particulièrement attaché à ce projet qui permet aux jeunes chercheuses et chercheurs de disposer d'un espace d'échanges scientifiques et des ressources que le CHPV peut mettre à leur disposition. L'organisation d'un séminaire doctoral accompagné par Loïc Vadelorge⁷ en a montré tout l'intérêt. Il a permis également d'engager une collaboration avec le REHAL, GIS du CNRS qui réunit les chercheuses et chercheurs travaillant sur le logement et l'habitat.

Enfin, le Conseil scientifique s'est mobilisé pour accompagner la base de données numérique sur la politique de la ville (SCOPA) que développe Gillian Tilly, qui se traduira par la publication en 2026 d'une centaine de fiches descriptives d'événements, de dispositifs ou d'acteurs en rapport avec la politique de la ville et qui sera enrichie ultérieurement.

4. Il est composé de Pauline Abrieu, Dominique Belargent, Antonin Cois, Dominique Figeat, Marie-Christine Jaillet, Gwenaëlle Le Goullon Christine Lelévrier, Béatrix Mora.

5. Elle a été publiée dans l'ouvrage : « Quartiers de demain », Flammarion 2025, pp. 80 à 87.

6. Pour le quartier Grâce de Dieu (Caen), Christophe Maneuvrier, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Frédérique Turbout, ingénieure de recherche à la MRSH de Caen Normandie ; pour le quartier Europe-Schweitzer (Colmar), Gauthier Bolle, professeur à l'ENSA de Strasbourg, Anne-Sophie Cachat, maîtresse de conférences associée à l'ENSA de Strasbourg ; pour le quartier des Tarterêts (Corbeil-Essonnes), Rémi Engrand, doctorant en géographie à CY Cergy Paris Université, Christine Lelévrier, professeur à l'Université Paris-Est-Créteil ; pour le quartier des Templiers (Coulommier), Dominique Lefrançois, maîtresse de conférences à l'ENSA de Normandie ; pour le quartier des Sablons (Le Mans), Cédric Fériel, maître de conférences à l'Université Rennes 2, Solène Gaudin, maîtresse de conférences à l'Université Rennes 2 ; pour le centre-ville de Lodève, Gladys Champanay, doctorante en urbanisme et aménagement de l'espace à l'Université de Perpignan Via Domitia ; pour le quartier de la Ponsonne (Manosque), Séverine Bonnin-Olivera,

Si le travail du Conseil scientifique s'est focalisé sur ces activités, le CHPV en a initié d'autres, rappelées par son Président, Michel Didier dans son éditorial, soit en réponse à des sollicitations dont il a fait l'objet, soit en rapport avec ses différentes missions. Si toutes les activités et actions du CHPV n'ont pas vocation à mobiliser le Conseil scientifique, celui-ci a largement accompli sa tâche grâce à la constance de ses membres que je voudrais remercier ici chaleureusement.

Le Conseil scientifique assure pleinement la responsabilité et l'organisation scientifique d'un séminaire qui se doit de rester ouvert à l'ensemble des actrices et acteurs de la politique de la ville. Il apporte sa contribution à diverses productions (frise chronologique de la politique de la ville, notices historiques des quartiers du programme « quartiers de demain », fiches de la base de données SCOPA, etc.). Par la participation, au niveau national comme au niveau local, de ses membres à des tables-rondes, des publications ou des instances, il concourt à la présence du CHPV dans le débat public. Il lui reste à devenir, davantage qu'il ne l'est aujourd'hui, un lieu de discussion scientifique, de confrontation de points de vue, d'analyses et d'interprétations. Cela suppose qu'il ne consacre pas tout le temps qu'il se donne aux activités du CHPV, même si celles-ci en justifient l'existence et participent à la reconnaissance de son utilité, mais qu'il puisse ouvrir des temps et des espaces pour qu'une « dispute » scientifique, apaisée et fructueuse advienne, qui éclairera mieux, la politique de la ville, ses apports, ses limites, à l'heure où son devenir fait l'objet d'interrogations. Parions ici que nous y parviendrons en 2026 !

Marie-Christine JAILLET

maitresse de conférences à l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional d'Aix-Marseille-Université ; pour le quartier du Petit Séminaire (Marseille), Michel Peraldi, directeur de recherche émérite au CNRS ; pour le quartier de Saige (Pessac), Élise Guillerm, maitresse de conférences à l'ENSA de Marseille ; pour la résidence Ardenne (Sedan), Shahram Abadie, professeur à l'ENSA de Nantes.

7. Elle s'est tenue à l'Université Gustave Eiffel dans le cadre du Graduate Program Futurs urbains et de la Graduate School GP-DS Cité Descartes dont Loïc Vadelorge assume la responsabilité.

PRÉSENTATION

LES MISSIONS DU COMITÉ D'HISTOIRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Le Comité d'histoire de la politique de la ville est placé auprès du ministre chargé de la ville et s'appuie sur un comité d'orientation et sur un conseil scientifique dont la composition est elle-même définie par arrêté ministériel.

L'arrêté du 14 avril 2022 en rappelle les principales missions :

- Encourager l'étude et la recherche sur l'histoire de la politique de la ville et du développement social urbain ;
- Promouvoir la diffusion des travaux historiques sur la politique de la ville à des fins de connaissance et de formation ;
- Favoriser le recensement et la valorisation des sources archivistiques et mémorielles relatives à la politique de la ville et collaborer avec la mission des Archives nationales et les services d'archive des collectivités territoriales ;
- Organiser des recueils de témoignages, des journées d'études et toutes manifestations intéressant l'histoire de la politique de la ville ;
- Mobiliser les réseaux de la politique de la ville et susciter des partenariats pour faciliter l'émergence de projets locaux autour de l'histoire de la politique de la ville ;
- Intéresser l'opinion à l'histoire de la politique de la ville et des actions menées en faveur des quartiers concernés et de leurs habitants.

Le portage juridique et la gestion administrative et financière du Comité d'histoire de la politique de la ville sont assurés par l'Association pour l'étude de l'histoire de la politique de la ville, habilitée à recevoir des subventions de l'État et de tout autre partenaire et dont les statuts ont été publiés au journal officiel le 28 juin 2022.

LE COMITÉ D'ORIENTATION

Fixée par arrêtés ministériels en date du 14 et 22 avril 2022 (voir annexe 2 du présent rapport d'activités), la composition du comité d'orientation du Comité d'histoire de la politique de la ville permet un équilibre entre les membres de droit (représentants de l'État et des opérateurs publics, instances nationales de la politique de la ville, associations d'élus, grands partenaires et réseaux professionnels et associatifs) et les personnalités qualifiées au regard de leur expérience ou de leur compétence. Il a pour rôle d'orienter le travail du Comité et d'approuver les propositions qui lui sont soumises par le conseil scientifique et le Comité. Ses membres participent aux initiatives et séminaires organisés par le Comité.



En 2025, il s'est réuni à deux reprises :

- Le **29 avril 2025** au Campus Condorcet (29 participants), en présence du président du Campus Pierre-Paul Zalio et de Corinne de la Mettrie, directrice générale déléguée à la politique de la ville de l'ANCT. Outre les personnalités qualifiées, étaient aussi représentés : France Urbaine, Régions de France, les Archives nationales, la Caisse des dépôts et consignations, le Réseau des CRPV, l'Association des maires Ville et Banlieue de France, le Réseau Amadeus, le Conseil National des Villes, l'IRDSU et le Mouvement des régies. Il a permis de faire le bilan de l'activité du Comité en 2024, marqué notamment par la consolidation des partenariats institutionnels avec la signature de CPO de trois ans avec l'État et la Caisse des dépôts, et la montée en puissance de l'activité avec un premier séminaire annuel sur les jeunes. Il a permis aussi de présenter le programme d'actions 2025, avec un second séminaire portant sur la décentralisation et les gouvernances locales et plusieurs journées d'études. Les échanges ont porté sur l'intérêt de territorialiser les séminaires et sur différents sujets tels que la diffusion des travaux, l'articulation entre recherche et acteurs, l'élargissement des publics, notamment vers les jeunes et les habitants, l'exploitation des « petites sources » archivistiques et la nécessité de développer des outils méthodologiques. Les débats ont porté aussi sur le rôle critique du Comité dans un contexte politique sensible. L'attention aux villes moyennes et aux trajectoires habitantes apparaît comme un axe important des travaux à mener.



- Le **5 novembre 2025** à la Caisse des dépôts et consignation (24 participants), en présence de son représentant Nicolas Chung, du représentant de l'ANCT et, pour la première fois depuis la création du CHPV, du président de l'ONPV. Outre les personnalités qualifiées, étaient également représentés l'AMF, l'ANRU, le Mouvement des régies, le Conseil National des Villes, Régions de France, le réseau des CRPV, l'USH, le Réseau Amadeus, l'Association des Maires Ville et Banlieue, les Archives nationales, le Comité d'histoire de la transition écologique, le Musée de l'histoire de l'immigration. Il a confirmé la montée en puissance du Comité avec le recrutement d'une chargée de mission dédiée aux archives et le développement de son activité : séminaire annuel, journées d'études, programme "grands témoins" et la structuration du réseau de jeunes chercheurs. Les échanges ont porté sur trois axes : la production scientifique avec le séminaire 2025 sur la décentralisation qui a permis de montrer la diversité des trajectoires locales et aussi la difficulté à pérenniser les dynamiques de recherche territoriales, faute de moyens (CIFRE). En marge du séminaire, a été évoqué un projet d'enquête visant à documenter l'évolution de l'ingénierie consacrée à la politique de la ville (sous-préfets ville, chefs de projet). Le reste de la réunion a été consacré à la présentation par Marie-Christine Jaillet du séminaire 2026 sur le logement et l'habitat qui a suscité des débats structurants, en particulier l'articulation avec la politique de la ville, le financement, le rôle des bailleurs, la place de la mixité sociale (sujet controversé et vécu différemment selon les territoires), la perception des habitants, la diversité des contextes (métropoles, villes moyennes). Enfin, les Archives nationales ont présenté la journée consacrée aux archives de la politique de la ville.

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

Composé de membres désignés par arrêté ministériel, le Conseil scientifique du Comité d'histoire de la politique de la ville est chargé notamment d'animer la réflexion scientifique dans une optique pluridisciplinaire et de donner des avis et recommandations au comité d'orientation. Il est animé depuis septembre 2023 par **Marie-Christine Jaillet**.

En 2025, il s'est réuni à 5 reprises :

- le 14 février 2025
- le 11 avril 2025
- le 2 juin 2025
- le 17 octobre 2025
- le 14 novembre 2025

Les membres du Conseil scientifique se sont particulièrement mobilisés dans le travail du Comité. Leur contribution est essentielle pour garantir la qualité scientifique des publications et des événements organisés par le Comité et renforcer sa crédibilité.

En 2025, il convient de souligner notamment :

- les contributions de Thibault Tellier, Philippe Estèbe, Marie-Christine Jaillet, Philippe Mejean, Michel Peraldi, Gwenaëlle Legoullon, Fatiha Belmessous, Christine Lelevrier et Emmanuel Bellanger, qui ont pris en charge la coordination d'une ou plusieurs séances du séminaire annuel consacré à la décentralisation et aux gouvernances locales ;
- les contributions de Marie-Christine Jaillet, Emmanuel Bellanger, Renaud Epstein, Christine Lelevrier, Fatiha Belmessous, Amandine Romanet et Brigitte Guigou dans le cadre de l'accompagnement scientifique du projet Quartiers de demain porté par le GIP EPAU ;
- la contribution de Thomas Kirszbaum qui a réalisé à la demande du Comité une étude de référence autour de la figure de la jeunesse des cités dans les sciences sociales des années 1980 à nos jours, disponible sur notre site internet ;
- la mise en place d'un petit groupe de travail pour préparer le séminaire 2026 sur l'habitat et le logement dans la politique de la ville composé à ce stade de Christine Lelévrier, Dominique Figeat, Dominique Belargent, Philippe Mejean, Béatrix Mora, Brigitte Guigou, Frédéric Leonhardt, Antoine Loubière.

L'ASSOCIATION

Suite au choix des pouvoirs publics de confier le portage du Comité d'histoire à une entité associative à la condition qu'elle soit adossée à un pôle universitaire, l'Association pour l'étude de l'histoire de la politique de la ville assure donc la gestion administrative et financière du Comité d'histoire et est habilitée à recevoir des subventions de l'État (Ministère chargé de la ville) et de tout autre partenaire. Elle est garante de la mise en œuvre du projet initial et des orientations définies par son conseil d'administration.

Le statut associatif a le double intérêt de favoriser la mobilisation des énergies bénévoles et une gouvernance partagée. Son conseil d'administration est composé de personnalités et d'universitaires engagés et reconnus pour leur connaissance de la politique de la ville. Très mobilisé, le bureau assure la gouvernance quotidienne et le suivi de l'activité de l'association et sa pleine convergence avec son projet social et les objectifs du comité.

En 2025, le Conseil d'administration de l'association comporte 17 membres, personnalités et acteurs de la politique de la ville et universitaires. Les statuts prévoient des membres de droit : Pierre-Paul Zalio (pour le Campus Condorcet) , Murielle Maffessoli (pour le Réseau national des centres de ressources à la politique de la ville), Régis Mitifiot (pour le Mouvement des régies) et des adhérents directs : Michel Didier, Antoine Loubière, Marie-Christine Jaillet, Dominique Figeat, Camille Perbost, membres du bureau; Raphaëlle Bertho, Frédéric Callens, Tarek Daher, Luc Faraldi, Christophe Girard, Geneviève Gueydan, Vincent Léna, Alain Régnier, Thibault Tellier. Ils sont élus pour 4 ans, avec un renouvellement intégral prévu en 2026.

Le Conseil d'administration a été réuni par son président à 4 reprises :

- Le 15 mars 2025 pour engager le programme de l'année civile ;
- Le 26 mai 2025 dans les locaux de la Ligue de l'enseignement, pour préparer l'Assemblée générale ordinaire ;
- Le 29 septembre 2025 dans les locaux du Mouvement des régies, pour arrêter le programme de rentrée de l'association ;
- Le 15 décembre 2025, pour faire un premier bilan de l'année écoulée et décider d'engager une réflexion sur le bilan à trois ans du Comité d'histoire.

LE BUREAU

Le Bureau de l'association constitue l'organe exécutif de l'association, et veille à la mise en œuvre des orientations prises par l'Assemblée générale et le Conseil d'administration. Il s'est réuni à 7 reprises en 2025 :

- le 20 janvier 2025
- le 10 mars 2025
- le 7 avril 2025
- le 21 mai 2025
- le 30 juin 2025
- le 2 septembre 2025
- le 20 octobre 2025

Le bureau de l'association est composé de Michel Didier (président, membre du comité d'orientation et président du CHPV), Marie-Christine Jaillet (vice-présidente, présidente du Conseil scientifique du CHPV) Antoine Loubière (vice-président, délégué à la politique éditoriale), Dominique Figeat (trésorier), Camille Perbost (secrétaire).

Le rôle du bureau est central pour l'activité de l'association, les bénévoles assumant des fonctions opérationnelles en appui aux salariés.



Michel Didier • Président

Préfigurateur du Comité d'histoire de la politique de la ville. Ancien élève de l'ENS de Saint-Cloud, ancien auditeur de l'IHEDATE, ex-conseiller-expert auprès du directeur de la politique de la ville (ANCT).



Marie-Christine Jaillet • Vice-Présidente

Présidente du Conseil scientifique, Professeure émérite à l'Université de Toulouse Jean Jaurès, Géographe et Sociologue.

Antoine Loubière • Vice-Président

Membre du comité d'orientation. Journaliste, ancien rédacteur en chef de la revue Urbanisme.



Dominique Figeat • Trésorier

Membre du comité d'orientation. Ancien Secrétaire général de la CNDSQ.



Camille Perbost • Secrétaire

Doctorante en histoire. Ancienne conseillère au cabinet du Ministre de la Ville, a accompagné la création du Comité d'histoire.



L'ÉQUIPE SALARIÉE

Fin 2025, l'équipe salariée était composée de 4 salariés représentant 2,8 ETP :

- Antonin Cois, Secrétaire général de l'association (3/5 ETP)
- Amandine Romanet, Architecte, chargée de mission (4/5 ETP)
- Gillian Tilly (arrivée le 29 septembre 2025, à temps plein), chargée de mission valorisation et conservation des archives
- Hugo Santi (2/5 ETP), doctorant en contrat CIFRE, chargé du programme « Grands témoins » et du Réseau jeunes chercheurs



Antonin Cois • Secrétaire général

Adjoint au maire de Villejuif, membre du CA de l'association des maires Ville et Banlieue de France. Vice-président d'une fédération d'éducation populaire.



Amandine Romanet • Chargée de mission

Doctorante en histoire de l'architecture et membre du conseil scientifique. Architecte Diplômée d'État, riche d'une première vie professionnelle en agence d'architecture.

Gillian Tilly • Cheffe de projets

Cheffe de projet valorisation et conservation des archives de la politique de la ville. Titulaire de trois masters en histoire, archives et valorisation du patrimoine, elle a travaillé à la croisée de la recherche, de la médiation et de la gestion de projets culturels. Son travail consiste aujourd'hui à transmettre et à valoriser les archives de la politique de la ville, en lien avec la recherche et les publics.



Hugo Santi • Doctorant CIFRE

Doctorant en histoire et chargé du programme « Grands témoins » et de la coordination du réseau Jeunes chercheurs du comité. Diplômé de l'IEP de Strasbourg, il s'appuie sur plusieurs expériences dans le champ social et urbain, notamment chez ATD Quart-Monde, à la Préfecture de Haute-Corse, ainsi qu'à l'University College Cork dans le cadre d'un stage de recherche consacré à l'intégration des immigrés dans les gouvernements locaux.



ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE ET SÉMINAIRES

SÉMINAIRE SCIENTIFIQUE 2025-26 : POLITIQUE DE LA VILLE, DÉCENTRALISATION ET GOUVERNANCES LOCALES

Née dans le sillage de l'intensification de la déconcentration administrative (période HVS), la politique de la ville (à l'époque le DSQ) est contemporaine des lois de décentralisation de 1981 et 1982. Il s'agit donc de deux processus historiques extrêmement liés dont la matrice est commune : comment donner davantage de pouvoirs aux élus locaux dans la conduite de l'action publique locale et en renouveler les méthodes ? Si la période du DSQ apparaît pionnière de ce point de vue, ici également, la longue durée doit être convoquée dans la mesure où les lois de décentralisation ont connu des évolutions durant les années 1990 et 2000.

Pendant toute l'année 2025, il s'est agi donc de s'intéresser autant aux idées qu'à la mise en œuvre concrète sur les territoires concernés.





Le séminaire a démarré en décembre 2024 pour s'achever en janvier 2026, avec la volonté de mettre en lumière la diversité des mises en œuvre territoriales de la décentralisation appliquée à la politique de la ville, à travers quatre séances organisées à Toulouse, Lyon, Marseille et en Seine-Saint-Denis.

Pour assurer une qualité éditoriale tout au long du séminaire, le choix a été d'en confier la coordination générale et l'organisation des séquences locales à des membres du Conseil scientifique. La coordination générale du séminaire a été assurée par Philippe Estèbe et Thibault Tellier, placée sous la présidence de Marie-Christine Jaillet.

Une fois de plus, ce séminaire a connu un grand succès. Chercheurs, jeunes chercheurs, professionnels de la politique de la ville, témoins et élus locaux ont constitué l'essentiel des participants : en tout, plus de 800 participants ont été enregistrés pendant ces sept journées.

Le programme du séminaire :

- 18 décembre 2024 (à Paris, Caisse des dépôts): Séminaire inaugural (*sous la coordination de Thibault Tellier et Philippe Estèbe*)
- 20 février 2025 (en visio) : Politique de la ville, décentralisation, gouvernances locales : entretien avec Pierre René Lemas (*séance animée par Thibault Tellier*)
- 21 mars 2025 (à Toulouse) : Toulouse, l'agglomération toulousaine et la politique de la ville (*sous la coordination de Marie-Christine Jaillet*)
- 15 mai 2025 (à Lyon) : Nouveaux regards sur l'histoire de la politique de la ville de l'agglomération Lyonnaise (*sous la coordination de Fatiha Belmessous et Gwenaëlle Legoullon, avec le soutien du centre de ressources Labo-cités*)
- 11 juin 2025 (à Marseille) : Mobilisations associatives et politique de la ville à Marseille (*sous la coordination de Philippe Méjean et Michel Peraldi, avec le soutien du centre de ressources PACA*)
- 13 octobre 2025 (à Aubervilliers, Campus Condorcet) : Histoire de la politique de la ville et de sa gouvernance en Seine-Saint-Denis (*sous la coordination de Christine Lelévrier et Emmanuel Bellanger*)
- 26 janvier 2026 (au Campus Condorcet) : Séance conclusive : La politique de la ville, laboratoire de la décentralisation ? (*animée par Philippe Estèbe*)

LES JOURNÉES D'ÉTUDE

Roland Castro, un architecte politique

(27 mars 2025, Campus Condorcet)

Construite en accord avec le président du Campus Condorcet et grâce à la mobilisation d'une petite équipe scientifique coordonnée par Amandine Romanet (architecte et salariée de l'association, doctorante et spécialiste de Banlieues 89), la journée d'études consacrée à l'architecte Roland Castro a connu une affluence exceptionnelle puisque 218 personnes ont suivi la rencontre en présentiel et en visio-conférence.

Depuis les premiers engagements politiques du célèbre architecte dans les années 1960 jusqu'à son implication dans la consultation du Grand Paris en 2008, en passant par la création de la mission Banlieues 89, cette journée a permis de retracer l'évolution de sa démarche à travers les moments clés de sa carrière.

Le programme s'est articulé autour de trois interventions de chercheurs et de deux tables rondes réunissant professionnels, chercheurs et décideurs. Ces échanges ont été animés par des journalistes spécialisés dans l'architecture et l'urbanisme et ont permis un dialogue croisé sur les différentes périodes de la vie de Roland Castro.

Un moment fort de la journée a été la balade urbaine, menée par Michel Cantal-Dupart, qui a relié deux édifices emblématiques de Roland Castro : la Bourse du Travail de Saint-Denis (1983) et la tour *Emblématik*, face au Campus Condorcet (2019). Cette promenade était pensée comme un parcours, illustrant l'évolution de sa réflexion et l'impact de ses réalisations en banlieue parisienne.

La journée a été ouverte par un message de Juliette Méadel, ministre déléguée chargée de la Ville et les interventions du président du Campus Condorcet, du président du Comité et d'Amandine Romanet qui en a présenté le déroulement. Elle a été conclue par les interventions d'Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat (USH) et de l'architecte Jean Nouvel.

Les intervenant.es : Étienne Butzbach ; Michel Cantal-Dupart ; Silvia Casi ; Michèle Champenois ; Emmanuelle Cosse ; Sophie Denissof ; Jean-Pierre Le Dantec ; Frédéric Leonhardt ; Antoine Loubière ; Juliette Méadel ; Jean Nouvel ; Alice Sotgia ; Thibault Tellier ; Jean-Louis Violeau ; Frédéric Winter ; Marc Wolf.

Équipe scientifique : Frédéric Leonhardt ; Antoine Loubière ; Amandine Romanet ; Thibault Tellier.

Le droit au logement empêché ? Origines et évolutions de la loi Besson

(25 novembre 2025, Campus Condorcet, avec Fors Recherche sociale)

Organisée en partenariat avec Fors Recherche sociale, cette rencontre consacrée aux origines et aux évolutions de la loi Besson de 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement s'est tenue le 25 novembre 2025 dans les locaux du Campus Condorcet à Aubervilliers. Préparée par Didier Vanoni et Thibault Tellier, elle a permis d'engager une première réflexion sur les sujets du logement et de l'habitat qui feront l'objet du séminaire annuel du Comité en 2026.



Elle a permis de présenter les résultats d'une recherche soutenue par l'USH, la Fondation de France, la Fondation pour le logement, la Caisse des dépôts et le Comité d'histoire de la politique de la ville, qui visait à :

- Mettre en lumière les origines et le contexte politique de la loi Besson de 1990 à partir d'archives et d'entretiens avec ses acteurs ;
- S'interroger sur son rôle dans la politique du logement au cours des 35 dernières années ;
- Évaluer sa pertinence en 2025, à l'aune des défis contemporains du droit au logement.

Elle a été conduite par une équipe pluridisciplinaire composée de :

- René Ballain, chercheur en sciences politiques, Sciences Po Grenoble, PACTE
- Morgane Kerdodé, sociologue, FORS-Recherche Sociale
- Thibault Tellier, historien, professeur des universités, Sciences Po Rennes
- Didier Vanoni, sociologue et économiste, directeur de FORS-Recherche Sociale

Lors de cette rencontre, les auteurs ont présenté l'ouvrage *Le droit au logement empêché ? Histoire et perspectives de la Loi Besson*, publié aux éditions de l'Aube en octobre 2025.

Cette présentation a été suivie par celle d'Antoine Rode, sociologue, chercheur associé au laboratoire de sciences sociales PACTE (université Grenoble-Alpes) et membre de l'Observatoire des non-recours aux droits et services, autour de l'ouvrage « Instituer le droit au logement : les associations dans la fabrique de la loi Besson », coécrit avec Manon Pesle politiste et sociologue, maîtresse de conférences à l'université Jean-Monnet (Saint-Étienne) et au laboratoire ECP (Éducation, Cultures, Politiques), qui est revenue sur la mobilisation associative ayant précédé l'adoption de la loi.

À la suite de ces présentations, Didier Vanoni a rappelé l'implication du bureau d'études FORS-Recherche Sociale dans la politique sociale du logement et les enseignements de plusieurs décennies d'accompagnement des acteurs locaux dans ce champ.

La deuxième partie de l'après-midi a pris la forme d'une table ronde sur le combat pour le droit au logement, réunissant plusieurs invités parmi lesquels Christophe Robert, délégué général de la Fondation pour le logement des défavorisés et Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France.

Près de 100 participants étaient présents lors de cette rencontre.

Les archives de la politique de la ville

(11 décembre 2025, Pierrefitte-sur-Seine, avec les Archives nationales)

La lettre de mission puis le rapport de préfiguration de Michel Didier du 21 mars 2022 pointaient les difficultés spécifiques des archives de la politique de la ville, « liées au caractère particulier (de cette politique), à la fois interministérielle, inter-thématiques, territoriale et partenariale. La diversité des acteurs la mettant en œuvre - services de l'Etat, collectivités locales, acteurs du logement social, acteurs économiques et sociaux, acteurs associatifs - complique au plan technique le travail historique en raison du caractère composite et extraordinairement dispersé des archives de la politique de la ville. Ce constat nécessite donc de structurer une réelle politique de conservation et de la mémoire de cette politique publique ».



Fort de ce constat partagé, la direction des Archives nationales et le Comité d'histoire de la politique de la ville ont souhaité développer leur coopération et organiser en 2025 une première journée d'études dédiée aux archives de la politique de la ville, sur le site des Archives nationales de Saint Denis (ex Pierrefitte).

Confiée à un groupe d'experts, le programme très riche de cette journée a permis de fédérer un vaste écosystème d'acteurs, archivistes, chercheurs et praticiens, et constitué la première pierre d'un partenariat qui doit encore s'élargir, notamment en direction du SIAF et de l'Association des archivistes français.

La journée d'études a été ouverte par Marie-Françoise Limon-Bonnet, directrice générale des Archives nationales et Michel Didier, président du Comité d'histoire, qui a fait également une communication proposant quelques repères sur l'histoire de la politique de la ville.

Elle a permis ensuite d'entendre des communications sur les politiques de collecte au niveau national avec Wilfried Prieur (chargé de la collecte au service interministériel des archives de France), Émilie Godest (adjointe à la cheffe de la Mission des archives et de la gestion de l'information électronique des ministères en charge de l'Aménagement du territoire et de la Transition écologique), Anne Lambert (cheffe de la Mission des Archives de France auprès des ministères sociaux), Boris Labidurie, (responsable du pôle Agriculture Urbanisme Logement Environnement aux Archives nationales), Vanessa Szollosi (responsable du pôle Affaires sociales aux Archives nationales) et Sandrine Gill (pour la Mission archives audiovisuelles des Archives nationales), Elise Barzun et Lisa Dubost (archivistes à la Caisse des dépôts).

Deux communications spécifiques ont porté sur les archives de la Commission Sueur par l'ancien ministre et Annie Fourcaut, professeur des universités émérite à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne et sur une approche comparative entre la France et l'Angleterre par Camille Perbost, doctorante en Sciences politiques à Sciences Po Rennes.

Des retours d'expériences locales ont également eu lieu avec les interventions de Kamel Amichi (responsable de la collecte des archives publiques aux Archives départementales du Val-de-Marne), Éric Lafon (chef du service Archives publiques et patrimoine à Noisy-le-Grand), Cécile Hussonnois (responsable des Archives municipales de Grigny) et Janoé Vulbeau, doctorant en sciences politiques à l'université de Rennes.

Enfin le rôle des réseaux a été mis en valeur avec l'intervention de Jean-Luc Michaud pour le Réseau National des Centres de Ressources de la Politique de la Ville (RNCRPV) et Mohammed Ouaddane, délégué général du Réseau Mémoires-Histoires en Île-de-France.



Pour le Comité d'histoire, Gillian Tilly, cheffe de projet valorisation et conservation des archives, a fait une communication explicitant le positionnement et le rôle du Comité d'histoire en matière de repérage, de sauvegarde et de valorisation des archives de la politique de la ville, dont la particularité est d'être dispersées et quelques fois mal inventoriées. Il vise à faciliter le travail des archivistes et des chercheurs mais en aucun cas s'y substituer.

Le Comité va continuer d'investir ce chantier avec pour objectifs :

- la mise en ligne de la plateforme numérique SCOPA permettant de partager une base de données sur l'histoire de la politique de la ville et dans un second temps de repérer les sources correspondantes ;
- l'élaboration d'un thésaurus sur la politique de la ville afin d'aider à une meilleure indexation des fonds d'archives, et donc, anticiper un meilleur repérage ;
- la production et la diffusion de brochures ou documents visant à sensibiliser et à informer les détenteurs potentiels d'archives publiques et privées sur les procédures à suivre (vademecum + vidéo explicative) ;
- la mise en place d'un protocole de sauvetage d'archives publiques, incluant une convention avec le Service interministériel des Archives de France et les Archives nationales (en projet) ;
- le développement de partenariats avec les services d'archives municipaux et départementaux pour valoriser leurs fonds photographiques et leur collecte via SCOPA.

Thibault Tellier, professeur des universités en histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Rennes et membre du conseil scientifique du Comité d'histoire de la politique de la ville a conclu cette journée et tracé des perspectives.

160 participants ont assisté à cette journée, en présentiel et en visio-conférence. Elle a par ailleurs été enregistrée et est disponible sur notre site internet et sur la chaîne youtube des Archives nationales. La journée d'étude fera l'objet d'une publication courant 2026, assurée par les Archives nationales.

LE RÉSEAU DES JEUNES CHERCHEUR.SES

Constitution et mobilisation du réseau

Inscrite dans le cadre des missions confiées au Comité par arrêté ministériel, le développement de la recherche en matière d'histoire de la politique de la ville implique de mobiliser de nouvelles générations de chercheurs autour de cet objet d'études.

Dans ce cadre, le Comité d'histoire de la politique de la ville a choisi de lancer en 2025, sous la coordination d'Hugo Santi, un réseau de jeunes chercheurs afin d'inciter, de valoriser, d'accompagner et de rendre visible l'engagement d'une nouvelle génération dans les différents champs de recherche touchant à l'histoire de la politique de la ville. À partir d'un travail de recensement des thèses, plus de 150 travaux ont été identifiés. 40 jeunes chercheurs ont souhaité devenir membres de ce jeune réseau.

Pour faire suite à l'enquête, une première réunion s'est tenue en visioconférence le 10 mars 2025. Elle a permis à une quinzaine de jeunes chercheurs de se rencontrer, de partager leurs parcours et de débattre des résultats du questionnaire.



En présence de Marie-Christine Jaillet, présidente du Conseil scientifique, les premiers jalons du réseau ont été posés : mise en place d'un annuaire, création d'une mailing list, propositions de formats de valorisation scientifique (carte-blanc, séminaire, publication), et accord sur l'organisation d'un événement inaugural en juin. Cette rencontre a confirmé l'enthousiasme autour de la création d'un réseau.

Le 2 juin 2025, sur le Campus Condorcet, s'est tenue la première rencontre du Réseau. Les travaux préparatoires, notamment l'enquête et la rencontre en ligne, avaient permis de cerner les attentes vis-à-vis d'une telle démarche. L'objectif de cette journée était désormais de traduire ces attentes en un programme d'actions concret pour 2025-2026. Les participants ont co-construit une feuille de route articulée autour de trois axes : valorisation scientifique, structuration du réseau, et renforcement du lien avec le monde professionnel et la société civile.

Ciné-débat autour du film *La Haine* : un premier événement du réseau

(4 décembre 2025, Centre Paris-Anim Ken Saro Wiwa)

Organisé par le réseau des jeunes chercheurs, le Comité d'histoire a organisé un ciné-débat à l'occasion des 30 ans du film culte *La Haine* (Mathieu Kassovitz, 1995), accueilli par la Ligue de l'enseignement de Paris (centre Paris Anim').

Ce ciné-débat fait écho au spectacle *La Haine*, produit par Farid Benlagha, adaptation scénique et politique du film présentée à la Seine Musicale de novembre 2025 à janvier 2026.

En mettant en avant la filiation entre le film et sa réinterprétation contemporaine, l'objectif était d'ouvrir un débat plus large sur l'évolution des enjeux sociaux-urbains mis en lumière par le film, trente ans plus tard.



Ce ciné-débat devient alors, en prolongement du spectacle, un espace de discussion et de transmission autour de ce que *La Haine* continue de dire, de transformer et d'inspirer aujourd'hui.



Cette soirée a été un franc succès qui a permis d'élargir le public du Comité d'histoire avec plus de 110 participants. La table ronde qui a suivi la projection du film a réuni Farid Benlagha (producteur du spectacle *La Haine*), Reda Didi (spécialiste des questions de prévention et de sécurité, directeur général de Graines de France), Renaud Epstein (professeur de sociologie urbaine et membre du Conseil scientifique du CHPV), Keira Maameri (réalisatrice et documentariste). La discussion était animée par Nassira El Moaddem, journaliste, animatrice de l'émission *Arrêt sur images*.

LES RDV DE L'HISTOIRE : LA FRANCE AU MIROIR DES BANLIEUES

(9 octobre 2025, Blois)



28^e RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE
8-12 OCT. 2025 - BLOIS
LA FRANCE ?

TABLE RONDE
Proposée par le Comité d'histoire de la politique de la ville, avec le soutien de l'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts

« LA FRANCE AU MIROIR
DES BANLIEUES »

avec
CATHERINE ARENOU
Maire de Chanteloup-les-Vignes
ELIZABETH AUCLAIR
Maîtresse de conférences émérite en aménagement
Laboratoire PLACES Cergy Paris Université
ANNIE FOURCAUT
Professeure émérite d'histoire contemporaine
Paris 1 Panthéon Sorbonne
AMANDINE ROMANET
Architecte, association pour l'étude de l'histoire de la politique de la ville
THIBAUT TELLIER
Professeur d'histoire contemporaine à Sciences Po Rennes
ANTOINE LOUBIÈRE
Modérateur, Journaliste, vice-président de l'Association
pour l'étude de l'histoire de la politique de la ville

Judi 9 octobre
16h15 - 17h45

Château Royal de Blois
Salle Mansart

Informations et réservation sur
rdv-histoire.com

Caisse des Dépôts Institut pour la recherche

COMITÉ D'HISTOIRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

En 2025, le 28^eme Rendez-vous de l'histoire de Blois avait choisi comme thématique une question courte mais incisive : « La France ? ». C'était la première fois que le Comité d'histoire y intervenait comme tel. Retenu dans le cadre des Rencontres de l'économie organisées par l'Institut pour la recherche de la Caisse des dépôts, le débat proposé par le Comité visait à questionner la France « au miroir des banlieues ». Dans ce cadre, plusieurs chercheurs spécialistes des banlieues populaires sont intervenus ainsi qu'une élue emblématique de ces territoires, Catherine Arenou, maire de Chanteloup-les-Vignes.

Grande historienne de la banlieue, Annie Fourcaut, professeure émérite d'histoire contemporaine (Paris 1 Panthéon Sorbonne) a rappelé la désindustrialisation qui frappe dans les années 1980 les banlieues parisiennes et lyonnaises. Cette mutation fondamentale s'est accompagnée de deux autres : l'évolution du logement social qui accueille alors de plus en plus de familles issues des immigrations et la crise des formes d'encadrement politique et idéologique des populations, en particulier l'érosion du communisme municipal qui avait forgé « la banlieue rouge » en s'appuyant sur une classe ouvrière en pleine expansion.

Thibault Tellier, professeur d'histoire contemporaine (Sciences Po Rennes) et auteur d'une récente *Histoire de la banlieue* (éditions Perrin), a proposé une analyse des origines puis des évolutions des politiques publiques, tout particulièrement de la politique de la ville, visant à répondre à la crise des banlieues qui se manifeste dès la fin des années 1970, avec l'apparition d'émeutes urbaines.



Amandine Romanet, architecte, chargée de mission et membre du Conseil scientifique du Comité d'histoire de la politique de la ville, a présenté son travail de recherche sur la mission Banlieues 89 des architectes Roland Castro et Michel Cantal-Dupart. Une mission originale qui a développé une démarche valorisant la dimension créative des banlieues.

Elizabeth Auclair, maîtresse de conférence émérite en aménagement (laboratoire PLACES, Cergy Paris Université), a souligné le dynamisme des politiques culturelles en banlieue dans les années 1980. Phénomène qui se poursuit dans les années 1990 et que la politique de la ville contribué à conforter.

Grand témoin de ce débat, Catherine Arenou, maire de Chanteloup-les-Vignes, vice-présidente de l'association des Maires Ville et Banlieue de France, a expliqué que les quartiers ont considérablement évolué ces vingt dernières années. Pour une élue comme elle d'une banlieue populaire ayant des quartiers prioritaires, la question est de savoir comment chaque action publique peut avoir un impact durable dans les années à venir. Son objectif est d'en faire une histoire commune par et pour les habitants.

La table ronde a été préparée et animée par Antoine Loubière, journaliste, membre du Comité d'orientation du Comité d'histoire et vice-président du Comité.

BILAN DE LA PARTICIPATION AUX ÉVÉNEMENTS DE 2025

Dates	Nom de l'événement	Participant.es
20/02/2025 (Paris, CDC)	Décentralisation : Témoignage de Pierre-René Lemas	71
21/03/2025 (Toulouse)	Décentralisation : la politique de la ville à Toulouse	89
27/03/2025 (Campus Condorcet)	Roland Castro, architecte politique	218
15/05/2025 (Lyon)	Décentralisation : la politique de la ville à Lyon	74
11/06/2025 (Marseille)	Décentralisation : la politique de la ville à Marseille	137
09/10/2025 (Blois)	Rendez-vous de l'histoire : la France au miroir des banlieues	62
13/10/2025 (Campus Condorcet)	Décentralisation : la politique de la ville en Seine-Saint-Denis	121
25/11/2025 (Campus)	Le droit au logement empêché ? La Loi Besson (avec Fors recherche sociale)	87
04/12/2025 (Paris)	Projection débat : les 30 ans du film <i>La Haine</i>	121
11/12/2025 (Pierrefitte)	Archives nationales : les archives de la politique de la ville	160
TOTAL		1140

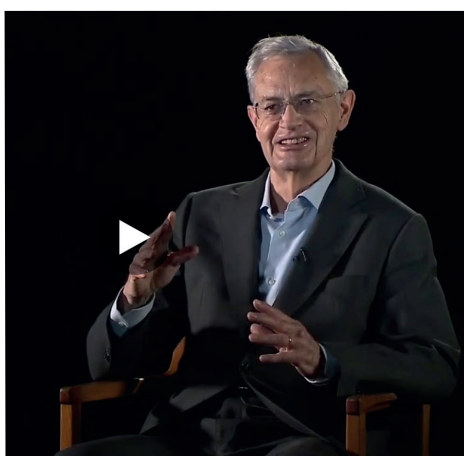
Au total, nos événements ont permis en 2025 à 1140 professionnel.les, chercheur.ses et acteur.ices de la politique de la ville de mieux connaître l'histoire de cette politique publique. Il est à noter par ailleurs que cette mesure de participation n'est pas celle de l'impact de nos événements : les actes que nous produisons, ou encore les vidéos que nous mettons à disposition sur notre chaîne youtube, permettent d'élargir encore cette audience.

ARCHIVES, MÉMOIRE ET PROJETS TERRITORIAUX

PROGRAMME GRANDS TÉMOINS ET ARCHIVES ORALES

Commencée en 2024 avec l'obtention des droits d'utilisation des témoignages filmés de « grands témoins » de la politique de la ville issus du programme lancé par l'ANCT et le réseau Canopé mais encore jamais publiés, puis leur mise en ligne sous un format retravaillé d'une vingtaine de minutes pour les rendre accessibles au plus grand nombre, la mise à disposition de ces témoignages s'est poursuivie durant toute l'année 2025. Une notice biographique accompagne chacune de ces publications.

Une nouvelle phase de recueil de témoignages a été engagée en 2025 en vue de compléter cette vidéothèque déjà riche, rendue publique via notre chaîne youtube.



Jean-Louis Bianco | Secrétaire général de l'Elysée (1982-1991) | Plaidoyer pour l'intégration
Dans cet entretien vidéo exclusif accordé à Michel Didier en 2020, Jean-Louis Bianco développe sa vision de l'histoire de la politique de la ville e...
[Voir la vidéo](#) | [Lire l'article](#)

Hélène Geoffroy | A l'écoute des habitants | Secrétaire d'Etat à la Ville (2016-2017)
Dans cet entretien vidéo exclusif accordé à Michel Didier en 2021, Hélène Geoffroy évoque d'abord son expérience de maire de Vaulx-en-Velin et L...
[Voir la vidéo](#) | [Lire l'article](#)

Patrick Braouezec | Maire de Saint-Denis (1991-2004) | Rendre la fierté aux habitants
Dans cet entretien vidéo exclusif accordé à Michel Didier en 2020, Patrick Braouezec, maire de Saint-Denis (1991-2004) et président de Plaine...
[Voir la vidéo](#) | [Lire l'article](#)

12 nouveaux témoignages ont ainsi été mis en ligne en 2025 (portant leur nombre total à 20) :

1. Jean-Marie Delarue, ancien Délégué Interministériel à la Ville (1991 - 1994)
2. Maurice Charrier, ancien maire de Vaulx en Velin (1985 - 2009)
3. Bénédicte Madelin, ancienne directrice de Profession banlieue (1993 - 2014)
4. Chantal Talland, ancienne directrice de l'Ecole du renouvellement urbain (2005 - 2022)
5. Roland Castro, architecte (1940 - 2023) à qui nous avons également consacré une journée d'études
6. Fadela Benrabia, ancienne Préfète à l'égalité des chances de Seine Saint Denis (2015 - 2019)
7. Claude Brevan, ancienne Déléguée Interministérielle à la Ville (1998 - 2005)
8. Lakdar Kherfi, militant associatif, co-fondateur de l'Association des jeunes de Mantes-la-Jolie au début des années 1980 (nouvelle campagne)
9. François Lamy, ancien Ministre de la ville (2012 - 2014)
10. Patrick Braouezec, ancien député-maire de Saint Denis (1991 - 2004)
11. Hélène Geoffroy, ancienne Secrétaire d'Etat à la Ville (2016 - 2017)
12. Jean-Louis Bianco, ancien Secrétaire général de l'Elysée (1982 - 1991)

En 2026, les dernières vidéos du programme « grands témoins » seront mises en forme et publiées, et le recueil de nouveaux témoignages se poursuivra.

PROJET SCOPA : AUX SOURCES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Le Comité d'histoire a engagé un travail de préfiguration d'un guide de recherche et de valorisation de l'histoire et des sources relatives à la politique de la ville sous la forme d'une plateforme numérique accessible à toute personne intéressée, chercheur.se ou professionnel.le de cette politique publique. Elle doit permettre d'identifier les ressources à disposition, les lieux où elles sont stockées et de mieux comprendre l'histoire de la politique de la ville à travers des notes historiques et des fiches contextuelles.

Malgré les tentatives engagées par la délégation interministérielle à la ville au début des années 2000 pour structurer une politique de conservation des archives, la connaissance et la mémoire de la politique de la ville sont insuffisamment connues et très dispersées. Il est donc nécessaire de mettre en place une stratégie de valorisation et de diffusion de cette mémoire. Une première version de préfiguration doit paraître en 2026, en lien avec les réflexions entamées lors de la journée du 11 décembre (voir chapitre lié).

La plateforme se construit dans le cadre d'échanges réguliers avec des praticiens, historiens et archivistes membres de l'association des archivistes français, ainsi qu'avec les Archives nationales. Des échanges avec le SIAF doivent également avoir lieu, dans la continuité d'échanges qui ont déjà eu lieu (sensibilisation des détenteurs d'archives, préfiguration d'un protocole de sauvetage pour les archives publiques et privées en risque de disparition).

SCOPA, c'est quoi ?

Le projet SCOPA est porté par le Comité d'histoire de la politique de la ville (DHPIV), dont l'une des missions est de contribuer à la valorisation et la sauvegarde de l'histoire et des archives de la politique de la ville.

Pour qui ?

Il s'agit d'une **base de données** relationnelle publique, disponible depuis une **plateforme** numérique et qui s'adresse aux chercheurs, aux étudiants mais aussi aux professionnels de cette politique publique ou pour toute personne désireuse d'en apprendre plus à ce sujet.

Comment ?

SCOPA rassemble, **structure** et diffuse des informations les plus actualisées possibles autour de l'histoire de la politique de la ville. Toutes les fiches sont reliées entre elles et peuvent être interrogées par l'utilisateur grâce à un système de **filres**. La plateforme se présente également comme un **outil collaboratif**, où chaque utilisateur pourra signaler l'existence de ressources disponibles et contribuer au projet.

Les bases de données contiennent deux éléments principaux :

- des **fiches contextuelles** réparties en 4 types :
 - dispositifs** : organismes et instances publiques
 - événements** : acteurs, lieux et collectifs
 - un **corpus administratif et juridique**
 - Les textes de droit
 - Les textes réglementaires
 - Les actes explicites, implicites ou préparatoires

Les fiches contextuelles sont liées entre elles selon leur aspect thématique, conceptuelle et historique. Le corpus administratif et juridique est quant à lui associé aux fiches contextuelles.

Les outils

La plateforme SCOPA proposera à terme plusieurs outils, en plus de la recherche par filtres et par mots clés depuis la base de données intégrée :

- Une filre chronologique**
Elle est conçue comme un module transversal de SCOPA. Elle n'est pas une simple interface mais un outil qui structure et complète les modes d'accès textuels et relationnels à la base de données.
- Un thésaurus**
Il s'agit d'un thésaurus de la politique de la ville, construit à partir des **mots-clés** associés à chaque fiche. Il est complété par plusieurs bases thématiques et de terminologie, réalisées avec l'aide du Conseil scientifique du DHPIV.
- Des liens vers des fonds d'archives**
SCOPA se présente également comme un **guide des sources** "inversé" ou thématique. Chaque fiche contextuelle renvoie à un ou plusieurs fonds d'archives, accessibles depuis les centres d'archives correspondants.

Les fiches

PROJETS D'HISTOIRE LOCALE : L'EXEMPLE MARSEILLAIS

La politique de la ville étant une politique publique d'essence territoriale, faire son histoire implique de mieux comprendre comment elle s'est déployée dans l'ensemble de ses thématiques en prenant en compte la diversité des spécificités territoriales.

C'est pour cette raison que le Comité d'histoire de la politique de la ville a proposé en 2024 à différentes collectivités territoriales (Toulouse, Lyon et Marseille) et réseaux locaux de recruter des doctorants en contrat CIFRE afin de lancer des études d'histoire locale.

Le premier exemple d'un tel projet est lancé à Marseille en 2025.

Conçu en partenariat avec l'école d'architecture de Marseille et les acteurs locaux de la politique de la ville (dont le CRPV Paca), le projet de recherche vise à mettre en lumière la place singulière des femmes dans la construction des politiques de la ville à Marseille.

Ancienne élève de l'ENS Paris Saclay, Louise Barbier réalise cette thèse au sein de la mission "Rénovation urbaine et quartiers prioritaires" de la ville de Marseille, à l'intersection de la sociologie politique et de l'histoire des mouvements sociaux, co-dirigée par Anaïk Purenne et Murielle Girard, et rattachée au laboratoire INAMA (ENSAM Marseille) et Environnement Ville Société (ENTPE, Vaulx-en-Velin).

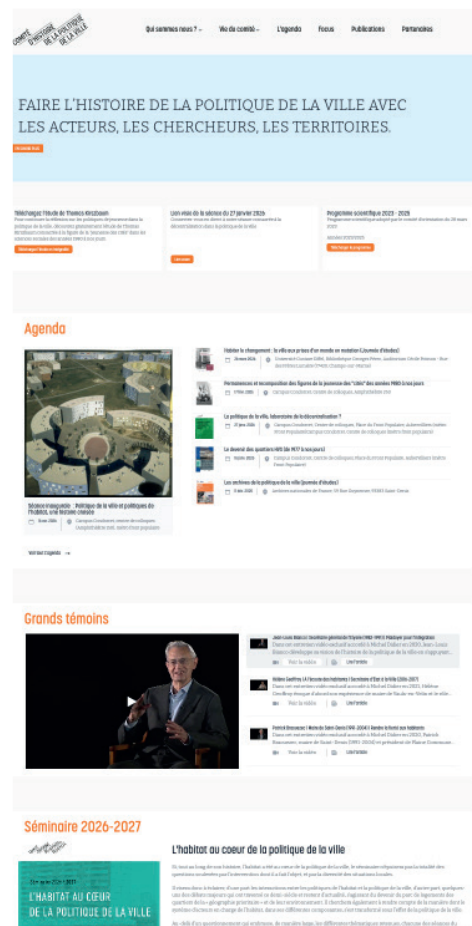


DIFFUSION ET PUBLICATIONS

DES OUTILS DE COMMUNICATION EN PLEIN DÉVELOPPEMENT

Nous disposons de quatre sources principales pour faire connaître l'action du Comité :

1. Le site internet, devenu au fil du temps une base de ressources pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la politique de la ville. Outre l'agenda des événements passés et à venir et les actualités du Comité, il permet d'accéder directement à l'ensemble des publications papier et vidéo du Comité et à des ressources qualifiées pour les chercheurs et le grand public (frises chronologiques sur la politique de la ville, liste des thèses à jour, etc.).
2. La chaîne youtube, qui permet de mettre à disposition du grand public l'ensemble des vidéos des "grands témoins" et l'enregistrement des événements du Comité.
3. La newsletter, qui compte aujourd'hui plus 1 600 abonnés (contre 250 au 31 décembre 2023 et 750 au 31 décembre 2024).
4. La page linkedin, aujourd'hui suivie par 1504 abonnés (contre 708 il y a un an).



FORMATION DES ACTEURS : LE MOOC « POLITIQUE DE LA VILLE »

En 2025, le Comité d'histoire de la politique de la ville s'est associé au CNFPT dans le cadre d'un projet de MOOC destiné aux jeunes professionnels de la politique de la ville.

La séquence consacrée à l'histoire de la politique de la ville a notamment mobilisé Michel Didier et Thibaut Tellier.

Plus de 1000 participants ont suivi ce MOOC en 2025.

<https://www.fun-mooc.fr/fr/cours/la-politique-de-la-ville/>

Sciences politiques et relations Internationales

La politique de la ville

PAR ERIC

Durée : 4 semaines Effort : 12 heures Rythme : ~3 heures/semaine

Langues: Français

**VILLE DE VILLEJUIF
AUTOMOBILISTES ATTENTION
VOUS TRAVERSEZ UNE CITE
PLUS DE 3.000 ENFANTS
Y RESIDENT VEUILLEZ CIRCULER
PROPREMENT RALENTISSEZ**

Cnfpt

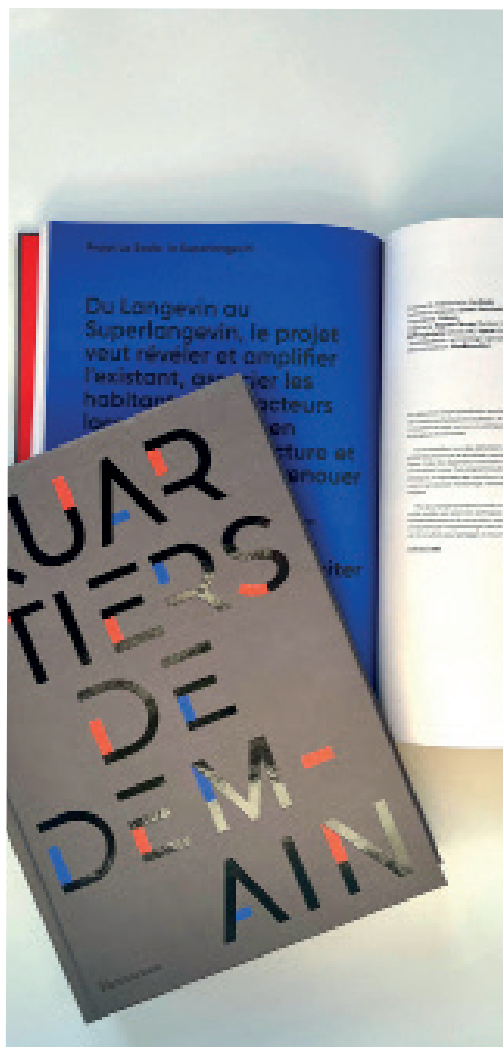
Inscription
Du 23 févr. 2025 au 31 déc. 2025

Cours
Du 02 mars 2025 au 31 déc. 2025

Prix de l'inscription
Accès gratuit

Je me connecte pour m'inscrire

LA CONTRIBUTION DU COMITÉ D'HISTOIRE AU PROGRAMME QUARTIERS DE DEMAIN



Lancée à l'initiative du Président de la République et confiée au GIP EPAU (Europe des Projets Architecturaux et Urbains), la consultation internationale « Quartiers de demain » vise à accélérer la transformation de dix quartiers prioritaires en visant l'excellence architecturale, urbaine et paysagère. Elle s'est appuyée pour cela sur des équipes pluridisciplinaires sélectionnées dans le cadre d'un jury autour de dix sites répartis sur l'ensemble du territoire national.

En complément de cette initiative, le GIP EPAU a souhaité mobiliser le Comité d'histoire de la politique de la ville pour son expertise scientifique et son regard historique.

Notre contribution a porté sur trois points :

- la réalisation d'une frise chronologique sur les liens entre histoire de l'architecture et histoire de la politique de la ville ;
- la réalisation de monographies historiques dans chaque quartier ;
- la mobilisation des chercheurs pour imaginer les recherches de demain.

La frise chronologique de la politique de la ville

Cette frise chronologique identifie, des années 1970 à nos jours, les grandes séquences qui ont marqué l'histoire de la politique de la ville en lien avec l'histoire de l'architecture, notamment ses inflexions, ruptures et/ou refondations (avec les lois, rapports ou textes qui l'ont marquée et les hommes et femmes qui l'ont incarnée).

Elle a été publiée dans le cadre du catalogue de l'exposition « Quartiers de demain » présentée à la Cité de l'architecture et du patrimoine à partir du 2 décembre 2025. Nous la publions en annexe du présent rapport d'activités.

Les notices monographiques

Convaincu de l'importance d'inscrire le travail prospectif des équipes pluridisciplinaires dans l'histoire des quartiers concernés, le Comité d'histoire de la politique de la ville a mobilisé un réseau de chercheurs locaux pour mettre en place un modèle de monographie permettant de réinscrire un quartier dans l'histoire au long cours de la politique de la ville, en documentant les interventions dont il a pu faire l'objet après avoir préalablement « situé » le quartier, son histoire et son évolution dans son environnement urbain. Ces monographies intègrent des éléments d'analyse sur l'architecture du quartier, sa transformation et sa réception au fil des années.

Les chercheurs suivants ont été mobilisés :

- Michel Peraldi, pour le quartier du Petit Séminaire (Marseille)
- Shahram Abadie pour la résidence Ardenne (Sedan)
- Glady Champanay pour le quartier du centre-ville de Lodève
- Anne-Sophie Cachat et Gauthier Bolle pour le quartier Europe-Schweitzer (Colmar)
- Séverine Bonnin pour le quartier de la Ponsonne (Manosque)
- Elise Guillerm pour le quartier de Saige (Pessac)
- Rémi Engrand pour le quartier des Tarterêts (Corbeil-Essonnes)
- Frédérique Turbout et Christophe Maneuvrier pour le quartier Grâce de Dieu (Caen)
- Solène Gaudin et Cédric Fériel pour le quartier des Sablons (Le Mans)
- Dominique Lefrançois pour le quartier des Templiers (Coulommiers)

Ces articles feront l'objet d'une publication au premier semestre 2026, dans le cadre d'ouvrages dédiés, publiés aux éditions Flammarion.

La mobilisation des chercheur.ses

Le Comité d'histoire de la politique de la ville a accompagné le GIP EPAU dans la définition et la mise en œuvre d'un appel à projets de recherche en lien avec son programme « Quartiers de demain ».

Plus précisément, son réseau de chercheurs a permis de contribuer à identifier 5 ou 6 sujets qui pourront faire l'objet d'un appel à projets scientifiques. Ce travail a été réalisé à titre gracieux.

Il est à noter qu'à ce stade, le GIP EPAU n'a pas mis en œuvre cet appel à projets scientifiques.

NOS PUBLICATIONS CONSACRÉES À LA JEUNESSE DANS LA POLITIQUE DE LA VILLE

Actes du séminaire 2024, « Les jeunes dans la politique de la ville »

Les actes de notre séminaire 2024 consacrée aux politiques publiques de jeunesse dans la politique de la ville ont fait l'objet d'une parution intégrale, séances par séances.

Ils sont disponibles en téléchargement gratuit sur le site du Comité d'histoire de la politique de la ville.



Étude « Les figures de la jeunesse des “cités” dans les sciences sociales, des années 1980 à nos jours »

En complément d'une année de séminaire, le Comité a souhaité confier à Thomas Kirszbaum la réalisation d'un état des lieux précis et documenté sur la manière dont les sciences sociales ont traité de la question des jeunes depuis les années 1980, et plus spécifiquement des figures de la « jeunesse des cités ».

Cette étude éclaire l'évolution des catégories scientifiques mobilisées pour penser les jeunes populaires urbaines et illustre les permanences et les recompositions de la figure de jeune de cité autour de trois figures principales : le jeune exclu, le jeune ghettoisé, le jeune émancipé, renvoyant aussi à des orientations d'action publique portées historiquement par la politique de la ville. À travers elles, se dessine une histoire intellectuelle et politique qui mérite d'être pleinement réintégrée dans notre mémoire collective.

Ce travail complète les actes du séminaire déjà publiés sur le site du Comité d'histoire (et en version papier pour la séance conclusive du 16 septembre 2024), qui rendaient compte des interventions des chercheurs, grands témoins et participants aux différentes séances du séminaire. L'ensemble constitue un corpus de référence et un point d'appui précieux pour tous ceux, acteurs publics ou citoyens, qui souhaitent mieux comprendre l'histoire des politiques publiques en direction de la jeunesse des quartiers populaires à travers le prisme de la politique de la ville. Elle peut être amenée à être encore complétée tant le sujet est riche.

LES FIGURES DE LA JEUNESSE DES «CITÉS» DANS LES SCIENCES SOCIALES :

PERMANENCES ET RECOMPOSITIONS
DES ANNÉES 1980 À NOS JOURS

THOMAS KIRSZBAUM

ÉTUDE POUR LE COMITÉ D'HISTOIRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

JANVIER 2025

LES PRINCIPAUX PARTENAIRES EN 2025

L'ÉTAT

Pour mémoire, le Comité d'histoire est rattaché au ministre chargé de la ville. À ce titre, un partenariat privilégié a été mis en place avec l'Etat, principalement avec l'ANCT et la DGCL, par ailleurs membres de droit du Comité d'orientation. L'ANCT instruit le dossier de demande de subvention déposé par le Comité d'histoire de la politique de la ville pour le compte de la DGCL qui verse ensuite la subvention. L'ANCT participe également régulièrement aux manifestations organisées par le Comité.

Ce partenariat s'incarne dans une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens signée pour 3 ans, pour la période 2024-2026, pour un montant de 150 000 euros par an.

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Partenaire historique de la politique de la ville, la Caisse des dépôts et consignations est membre de droit du comité d'orientation du Comité d'histoire et participe à son Conseil scientifique via la directrice de son Institut de recherche, Isabelle Laudier.

La Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens signée entre la Caisse des dépôts et le Comité pour la période 2024-2026 (pour un montant de 60 000 euros par an) porte sur trois actions principales :

- Le travail sur le guide des sources
- Le séminaire scientifique annuel
- Le recueil de témoignages (programme Grands Témoins)

L'ANRT

L'attribution d'un contrat CIFRE au Comité d'histoire de la politique de la ville acte la reconnaissance de sa capacité à porter des projets de recherche en sciences humaines. La subvention obtenue est de 14 000 euros par an pendant 3 ans (jusqu'en septembre 2027) qui a permis le recrutement d'un chargé de mission en CDD sur trois ans, Hugo Santi. Ce dernier prépare une thèse de doctorat au sein du laboratoire ARENES (Sciences Po Rennes) sous la direction scientifique de Thibault Tellier, dont le titre provisoire est « Socio-histoire de la catégorie des jeunes issus des quartiers populaires au prisme de la politique de la Ville ».

LE CAMPUS CONDORCET

Grâce à la médiation initiale d'Emmanuel Bellanger et au soutien de son président Pierre-Paul Zalio, le Comité bénéficie des infrastructures du Campus Condorcet, établissement universitaire de référence en Sciences Humaines et Sociales, installé en Seine Saint-Denis, département emblématique de la politique de la ville. Il regroupe 11 universités et laboratoires universitaires (Panthéon-Sorbonne Paris 1, Sorbonne Nouvelle Paris 3, Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Paris-Nanterre Paris 10, Sorbonne-Paris-Nord Paris 13, CNRS, EHESS, ENC, EPHE, FMSH, INED).

Deux conventions de partenariat ont été signées avec le Campus :

- Une convention d'objectifs entre la ministre en charge de la ville et le président du Campus Condorcet le 14 avril 2022.
- Une convention entre le Comité d'histoire de la politique de la ville et le Campus Condorcet le 17 juin 2022, prévoyant la location d'un espace dédié au sein de l'hôtel à projets et l'accès gratuit aux salles de réunion, au centre des colloques et à l'Humathèque. Cette convention est arrivée à échéance le 16 juin 2025 et doit faire l'objet d'un renouvellement.

Pour mémoire, le Président du Campus Condorcet est membre de droit du comité d'orientation du Comité d'histoire ainsi que du Conseil d'administration. Dans l'optique du renforcement de ce partenariat, il a été proposé d'inviter régulièrement la présidente du Conseil scientifique du Campus Condorcet, Danielle Tartakowsky, au Comité d'histoire, dans l'attente du renouvellement de l'arrêté de nomination en 2026.

LE FONJEP / PAJEP

Acteurs engagés dans la conservation et la valorisation des archives de l'éducation populaire, le FONJEP et le PAJEP ont des préoccupations proches de celles du Comité d'histoire de la politique de la ville. Un partenariat a été établi permettant de faire avancer les projets respectifs de guide des sources numérique, chacun décidant finalement de porter son propre projet.

Le FONJEP a ainsi contribué au projet SCOPA en 2025, pour un montant de 9600 euros.

LES CENTRES DE RESSOURCES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE (CRPV)

Les centres de ressources de la politique de la ville (une vingtaine en métropole et en outre-mer) constituent un point d'appui important pour le Comité d'histoire, notamment pour appuyer les démarches d'histoire locale.

Ils ont notamment contribué à l'organisation des séances délocalisées du séminaire annuel à Lyon (Labo-Cités) et à Marseille (Cité Ressources).

LES ARCHIVES NATIONALES

La Direction des Archives nationales est depuis l'origine membre de droit du Comité d'histoire. Au titre des missions qui lui sont assignées dans l'arrêté ministériel de création, le Comité a dans ses objectifs de « favoriser le recensement et la valorisation des sources archivistiques et mémorielles de la politique de la ville ». Après le lancement du projet de guide des sources et de recherche, il a été décidé de renforcer le partenariat avec les Archives nationales.

En 2025, une première convention de partenariat a été signée pour organiser conjointement la journée d'études sur les archives de la politique de la ville de décembre 2025, sur le site de Pierrefitte. Elle doit être enrichie par une convention plus large en 2026.

LE GIP EPAU

Groupement d'intérêt public à vocation interministérielle, l'Europe des projets architecturaux et urbains (EPAU) porte des programmes nationaux de recherche-action et d'expérimentation parmi lesquels le programme «Quartiers de demain», consultation internationale se proposant de mobiliser architectes, urbanistes, paysagistes, dans dix sites en politique de la ville. L'intervention urbaine et architecturale s'inscrit naturellement dans l'histoire de la politique de la ville même si elle la dépasse largement.

Le partenariat entre le GIP EPAU et le Comité d'histoire de la politique de la ville a donné lieu à plusieurs productions du Comité en 2025 (voir chapitre dédié). Le GIP EPAU a contribué à cette activité dans le cadre d'une convention d'objectifs et de moyens, à hauteur de 100 000 euros (dont 70 000 euros en 2025). Ce partenariat important s'est achevé fin 2025.

LES PERSPECTIVES DE RENFORCEMENT

Avec l'ANRU et l'USH

En marge du lancement du nouveau séminaire 2026 sur l'habitat et le logement, des discussions ont été engagées en 2025 avec l'ANRU et l'USH dans l'objectif de mobiliser ces deux partenaires pour les travaux du Comité et le futur séminaire.

Avec le Service Interministériel des Archives de France (SIAF) et l'Association des archivistes français (AAF)

Dans le cadre du travail consacré aux archives de la politique de la ville, des premières rencontres ont eu lieu en 2025 avec le Service Interministériel des Archives de France et l'Association des archivistes Français dans l'optique de compléter le partenariat engagé avec les Archives nationales. Il est souhaité qu'elles puissent déboucher en 2026 sur la signature de conventions.

ANNEXES

PROGRAMME DU SÉMINAIRE 2025 : « POLITIQUE DE LA VILLE, DÉCENTRALISATION, GOUVERNANCES LOCALES »	54
ARRÊTÉS DE CRÉATION ET DE NOMINATION	57
FRISE CHRONOLOGIQUE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE « QUARTIERS DE DEMAIN »	61
PROGRAMME DU SÉMINAIRE 2026 / 2027 : « L'HABITAT AU COEUR DE LA POLITIQUE DE LA VILLE »	69

SÉMINAIRE 2025

POLITIQUE DE LA VILLE, DÉCENTRALISATION, GOUVERNANCES LOCALES

Comité d'histoire de la politique de la ville
Campus Condorcet
8 cours des humanités
93 300 Aubervilliers
www.comitehistoirepolville.fr

Mitterrand bouleverse le programme officiel et retourne à la rencontre des habitants de la Muraille de Chine, 1987 • © Photo archives Progrès

POLITIQUE DE LA VILLE, DÉCENTRALISATION, GOUVERNANCES LOCALES

Responsables scientifiques : Thibault Teltier et Philippe Estèbe

La question de la gouvernance est au cœur des réflexions de et sur la politique de la ville depuis un demi-siècle. Sous ses formes successives, elle s'affiche comme une politique des plus innovantes en matière de conduite de l'action publique : décentralisée et partenariale. Elle s'énonce comme ayant ouvert la voie à un apprentissage de la décentralisation, instaurant de nouvelles figures professionnelles (chefs de projet, sous-préfets ville...) et des dispositifs territorialisés. Elle se revendique comme un « laboratoire » des formes de coopération État-collectivités locales notamment dans le domaine de la contractualisation.

Dans ses différentes séquences (DSQ, DSU, rénovation urbaine...), elle apparaît comme une politique co-pilotée par l'État et les collectivités locales. Le DSQ était censé être, selon Hubert Dubedout, une politique des maires ; le contrat, au centre du dispositif, était censé créer un espace partenarial où figuraient les collectivités, les services de l'État, les bailleurs, les organismes sociaux (CAF...); enfin, l'ambition était aussi d'inclure « la présence active des habitants » dans la délibération.

Ces dimensions ont fortement évolué avec le temps, et ont donné lieu à de nombreuses controverses : sur la réalité de la décentralisation (l'État joue-t-il vraiment le jeu, quel est vraiment le rôle du Préfet ?) ; sur les motivations des acteurs (quels sont les véritables ressorts du « partenariat » ?) ; sur la réalité de la dimension démocratique de la politique de ville (les habitants sont-ils véritablement des acteurs de la transformation des quartiers ?). Bref, le système de gouvernance de la politique de la ville mérite d'être largement questionné au-delà des quelques figures qui l'ont qualifiée : « État animateur », « gouvernement à distance » ...

Peut-on appréhender de manière plus fine et critique les avancées, les limites et les transformations de cette gouvernance « partenariale et décentralisée » ? Les promesses d'innovation, d'action collective et de démocratie participative ont-elles été tenues ? Au-delà des inflexions nationales de cette politique, comment se sont organisés les pilotages et les collectifs locaux ? Quels ont été les rôles respectifs et les motivations des collectivités locales, des services de l'État (préfecture en tête), des bailleurs sociaux, des autres collectivités ? Les formes de gouvernance ont-elles évolué, du quartier à la ville puis à l'intercommunalité ? Après un demi-siècle, peut-on parler d'un enracinement local, d'une institutionnalisation (voire d'une routinisation) de cette politique ? Comment a-t-elle été réinterprétée et appliquée selon les villes ou les agglomérations ? Quelle(s) ingénierie(s) se sont-elles données ? La démocratie participative (« rien ne se fera sans la présence active des habitants ») a-t-elle été au rendez-vous ? Quelles figures de la « présence des habitants » peut-on repérer ?

L'objectif de cette seconde année de séminaire organisée par le Comité d'histoire pour l'étude de la politique de la ville est double. D'une part, repérer les grandes étapes de cette gouvernance en les reliant à l'évolution de la politique de la ville elle-même et à celle des rapports entre État et collectivités locales. D'autre part, remettre en perspective ces évolutions à l'aune des situations locales. Une partie en effet du séminaire sera pour cette raison décentralisée (Marseille, Lyon, Toulouse et Seine-Saint-Denis).

SÉANCE 1 | 18 DÉCEMBRE 2024 | PARIS

Coordonnée par Thibault Teulier et Philippe Estèbe

Séance d'ouverture : Le rôle de l'État et des acteurs publics nationaux dans la décentralisation

Caisse des Dépôts et consignations, 57 rue de Lille, Paris

SÉANCE 2 | 20 FÉVRIER 2025

Coordonnée par Thibault Teulier

Politique de la ville, décentralisation, gouvernance locale, le regard de Pierre-René Lemas

Visioconférence

SÉANCE 3 | 21 MARS 2025 | TOULOUSE

Coordonnée par Marie-Christine Jallet

L'agglomération toulousaine et la politique de la ville

Espace diversité et laïcité, Toulouse

SÉANCE 4 | 15 MAI 2025 | LYON

Coordonnée par Fatima Belmessous et Gwenaëlle Le Gouillon

Nouveaux regards sur l'histoire de la politique de la ville dans l'agglomération lyonnaise

Maison des sciences de l'Homme, Lyon

SÉANCE 5 | 11 JUIN 2025 | MARSEILLE

Coordonnée par Michel Perakli et Philippe Méjean

Mobilisations associatives et politique de la ville à Marseille

Institut Méditerranéen de la ville et des Territoires, Marseille

SÉANCE 6 | 13 OCTOBRE 2025 | SEINE-SAINT-DENIS

Coordonnée par Emmanuel Bellanger et Christine Lelévrier

Histoire de la politique de la ville et de sa gouvernance en Seine-Saint-Denis

Campus Condorcet

SÉANCE 7 | 27 JANVIER 2026 | AUBERVILLIERS

Coordonnée par Thibault Teulier et Philippe Estèbe

Séance conclusive

Campus Condorcet



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

VILLE

Arrêté du 14 avril 2022 portant création du comité d'histoire de la politique de la ville

NOR : VILB2211792A

La ministre déléguée auprès du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargée de la ville,

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n° 2015-77 du 27 janvier 2015 relatif aux instances en charge de la politique de la ville, notamment ses articles 2 et 10,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Il est créé un comité d'histoire de la politique de la ville. Il est placé auprès du ministre chargé de la ville.

Art. 2. – Le comité d'histoire de la politique de la ville a pour missions :

- d'encourager l'étude et la recherche sur l'histoire de la politique de la ville et du développement social urbain ;
- de promouvoir la diffusion des travaux historiques sur la politique de la ville à des fins de connaissance et de formation ;
- de favoriser le recensement et la valorisation des sources archivistiques et mémorielles relatives à la politique de la ville et de collaborer avec la mission des archives nationales et les services d'archives des collectivités territoriales ;
- d'organiser des recueils de témoignages, des journées d'études et toutes manifestations intéressant l'histoire de la politique de la ville ;
- de mobiliser les réseaux de la politique de la ville et de susciter des partenariats pour faciliter l'émergence de projets locaux autour de l'histoire de la politique de la ville ;
- d'intéresser l'opinion à l'histoire de la politique de la ville et des actions menées en faveur des quartiers concernés et de leurs habitants.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement du comité d'histoire sont fixées par un règlement intérieur adopté par ses membres.

Art. 3. – Le ministre chargé de la ville peut solliciter l'appui du comité pour des missions particulières à caractère historique ou l'organisation de manifestations relevant de son domaine de compétences.

Art. 4. – Le comité ministériel d'histoire de la politique de la ville est composé :

1. D'un président ;
2. D'un comité d'orientation composé de membres de droit et de personnalités qualifiées ;
3. D'un conseil scientifique, composé de membres choisis en fonction de leurs compétences et de leur expérience, dans une logique d'approche pluridisciplinaire de l'histoire de la politique de la ville.

Les missions, l'organisation et les modalités de fonctionnement sont définies par le règlement intérieur prévu à l'article 2.

Art. 5. – Les membres de droit du comité d'orientation sont :

a) Les partenaires :

- le président de l'Établissement Public Campus Condorcet ou son représentant ;
- le directeur général de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée ou son représentant ;

- le directeur général de Réseau Canopé ou son représentant ;
- b) Les représentants de l'Etat et les opérateurs publics :
 - le directeur général des collectivités locales ou son représentant ;
 - le directeur du service des archives nationales ou son représentant ;
 - le directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires ou son représentant ;
 - le directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ou son représentant ;
 - le directeur général de la Caisse des dépôts ou son représentant ;
- c) Les représentants des instances en charge de la politique de la ville :
 - le président de l'Observatoire national de la politique de la ville ou son représentant ;
 - les vice-présidents du Conseil national des villes ou son représentant ;
- d) Les représentants des associations nationales d'élus :
 - le président de France Urbaine ou son représentant ;
 - le président d'Intercommunalités de France ou son représentant ;
 - le président de Villes de France ou son représentant ;
 - le président de Ville et banlieue ou son représentant ;
 - le président de l'Association des maires de France ou son représentant ;
 - le président de l'Assemblée des départements de France ou son représentant ;
 - le président de Régions de France ou son représentant ;
- e) Les acteurs de la politique de la ville :
 - le président de l'Union sociale pour l'habitat ou son représentant ;
 - le président de la Fédération nationale des agences d'urbanisme ou son représentant ;
 - un représentant du réseau des Centres de ressources de la politique de la ville ;
 - le président de l'Inter-réseaux du développement social urbain ou son représentant ;
 - le président du réseau Amadeus ou son représentant ;
 - le président du Comité national de liaison des régies de quartier ou son représentant ;
 - le président de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France ou son représentant.

Art. 6. – Les personnalités qualifiées du comité d'orientation et les membres du conseil scientifique sont nommés pour une durée de trois ans par arrêté du ministre chargé de la ville.

Le président du comité d'histoire de la politique de la ville est désigné parmi les personnalités qualifiées du comité d'orientation pour une durée de trois ans par arrêté du ministre en charge de la ville.

Les membres qui, pour quelque cause que ce soit, cessent d'appartenir au comité d'histoire, sont remplacés pour la durée de leur mandat restant à courir.

Art. 7. – Le ministre chargé de la ville apporte au comité les moyens humains et financiers nécessaires à son activité.

Art. 8. – Le directeur général des collectivités locales et le secrétaire général du ministère sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 14 avril 2022.

NADIA HAI

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

VILLE

Arrêté du 22 avril 2022 portant nomination
au comité d'histoire de la politique de la ville

NOR : VLB2212544A

Par arrêté de la ministre déléguée auprès du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargée de la ville, en date du 22 avril 2022 :

Sont nommés membres du comité d'histoire de la politique de la ville :

1° Au titre du comité d'orientation :

En qualité de personnalités qualifiées :

- M. Jacques BOURGOIN, maire honoraire ;
- M. Reda DIDI, fondateur de Graines de France ;
- M. Michel DIDIER, préfigurateur du comité d'histoire de la politique de la ville ;
- M. Michel DUFFOUR, ancien ministre et co-président de l'association La Ville en Commun ;
- M. Hakim EL KAROUI, membre de l'Institut Montaigne ;
- M. Patrick FEVRIER, secrétaire délégué du comité d'histoire des ministères de l'écologie et du logement ;
- M. Dominique FIGEAT, ancien secrétaire général de la commission nationale de développement social des quartiers ;
- M. Lakhdar KHERFI, militant associatif ;
- M. Emmanuel LAURENTIN, journaliste, animateur et producteur à Radio France ;
- M. Bernard LOCHE, journaliste ;
- M. Antoine LOUBIERE, journaliste et ancien rédacteur en chef de la Revue Urbanisme ;
- Mme Bénédicte MADELIN, ancienne directrice de Profession Banlieue et militante associative ;
- Mme Béatrix MORA, ancienne directrice du service des politiques urbaines et sociales à l'Union sociale pour l'habitat ;
- Mme Viviane ROLLE-ROMANA, ethno-psychiatre ;
- M. Philippe VAN DE MAELE, ingénieur des ponts et premier directeur général de l'Agence nationale de la rénovation urbaine ;
- Mme Raphaële BERTHO, historienne de la photographie spécialisée sur les grands ensembles et maître de conférences en arts à l'université de Tours ;
- Mme Sylvie HARBURGER, ancienne secrétaire générale de la commission nationale de développement social des quartiers ;

2° Au titre du conseil scientifique :

En qualité d'universitaires :

- M. Emmanuel BELLANGER, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paris 1, directeur de recherche au CNRS et du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains ;
- Mme Fatiha BELMESSOUS, chercheur en histoire, Laboratoire Environnement, ville et société, Université de Lyon, ENTPE ;
- M. Clément BOISSEUIL, docteur en sciences politiques à Sciences Po et chercheur associé au Centre d'études européennes ;
- Mme Joëlle BORDET, psycho-sociologue, directrice émérite de recherche du Centre scientifique et technique du bâtiment ;

M. Jacques DE MAILLARD, professeur de sciences politiques à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et directeur adjoint du CESDIP ;

M. Renaud EPSTEIN, maître de conférences en sciences politiques à l'Institut d'études politiques de Saint-Germain-en-Laye, chercheur associé au CESDIP ;

M. Philippe ESTEBE, géographe, docteur en sciences politiques, consultant, essayiste ;

Mme Annie FOURCAUT, professeur émérite des universités, spécialiste d'histoire urbaine contemporaine ;

Mme Brigitte GUIGOU, socio-urbaniste, professeur associée à l'École d'urbanisme de Paris, responsable de la formation et du partenariat recherche à l'Institut Paris-Région ;

Mme Marie-Christine JAILLET, géographe et sociologue, vice-présidente de l'Université Toulouse-Jean Jaurès, directrice de recherche au CNRS ;

M. Adil JAZOULI, sociologue, chercheur associé à la Fondation Maison des sciences de l'Homme et au CEVIPOF ;

M. Thomas KIRZSBAUM, sociologue, chercheur associé à l'Institut des sciences sociales du politique ;

Mme Gwénaëlle LEGOULLON, maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Lyon 3 ;

Mme Christine LELEVRIER, professeur à l'École d'urbanisme de Paris ;

Mme Florence LERIQUE, professeur de droit à l'Université de Bordeaux-Montaigne ;

Mme Marie-Vic OZOUF-MARIGNIER, directrice de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales ;

M. Michel PERALDI, anthropologue et sociologue, directeur de recherche émérite à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux ;

Mme Amandine ROMANET, doctorante en histoire à l'Université Rennes 2 ;

M. Patrick SIMON, socio-démographe, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques ;

M. Thibault TELLIER, professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques de Rennes et préfigurateur scientifique du comité d'histoire de la politique de la ville ;

M. Loïc VADELORGE, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Gustave Eiffel, Paris Est-Marne-la-Vallée.

En qualité de personnalités qualifiées :

M. Etienne BUTZBACH, vice-président à l'éducation et au numérique à la Ligue de l'enseignement et membre du Conseil national d'évaluation du système scolaire ;

M. Jean-Patrick FORTIN, architecte et urbaniste ;

Mme Anne GAILLARD, responsable du service des archives à l'Agence nationale de la cohésion des territoires ;

Mme Isabelle LAUDIER, responsable de l'Institut pour la recherche de la Caisse des dépôts ;

M. Frédéric LEONHARDT, urbaniste, chargé de mission à l'Agence nationale de la rénovation urbaine ;

M. Jean-Pierre ROGER, ancien président de l'Inter-réseaux des professionnels du développement social urbain ;
Mme Nicole SMADJA, ancienne directrice de la mission Ville de la préfecture de région d'Ile-de-France et vice-présidente de l'Observatoire de la précarité et du mal-logement des Hauts-de-Seine ;

Mme Chantal TALLAND, directrice de l'École de la rénovation urbaine.

Est nommé président du comité d'histoire de la politique de la ville, parmi les personnalités qualifiées du comité d'orientation :

M. Michel DIDIER, préfigurateur du comité d'histoire de la politique de la ville.

50 ans de politique de la ville

1973-1981 sortir du béton, penser la banlieue

Février 1973 Colloque de Dourdan

Diagnostic du
« malaise des grands
ensembles » et
lancement du groupe
informel Habitat
et vie sociale

Février 1973
Contrats villes moyennes
Premières contractualisations
en vue de la revalorisation
des villes moyennes

Mars 1973 Circulaire Guichard

Fin de la politique
de construction
des grands
ensembles

Mai 1974
Élection de Valéry Giscard
d'Estaing à la présidence
de la République

Mai 1974
**Atelier populaire d'urbanisme
de l'Alma-Gare à Roubaix (59)**
Fruit de la mobilisation des
habitants ; inspirera les régies
de quartier en 1980

Août 1976
Fonds d'aménagement urbain (FAU)
Création d'un financement pour
des opérations de rénovation
urbaine, restauration immobilière et
résorption de l'habitat insalubre

Novembre 1976
Premières démolitions
À la cité de la Muette de Drancy
(93), conçue par Eugène Beaudouin
et Marcel Lods, suivie en 1978 par
celle de la cité Olivier-de-Serres de
Villeurbanne (69)

Mars 1977
**Habitat et vie sociale
(HVS)** Création du
groupe interministériel
pilotant les opérations
HVS, dont le rapport
Figeat dressera
le bilan en 1981

Mai 1977
**Concours PAN IX Amélioration
des grands ensembles**
Concours national Programme
architecture nouvelle, en réponse
aux premiers constats de la crise des
banlieues

Avril 1980
**Groupe interministériel
permanent pour
l'aménagement
des banlieues**
Amorce d'une politique
des banlieues

Septembre 1980
**Biennale de Paris « À la recherche
de l'urbanité »**
Cristallisation des débats
sur le mouvement moderne
et le postmodernisme

1981-1988 vers une politique des quartiers d'habitat social

Mai 1981
Élection de François Mitterrand

Juillet 1981
**Émeutes à Vénissieux,
Villeurbanne et Vaulx-en-Velin (69)**
Prise de conscience nationale
de la situation des quartiers

Juillet 1981
**Zones d'éducation
prioritaire (ZEP)**
Ciblage de l'action
éducative pour réduire
les inégalités scolaires

Septembre 1981
Rapport Schwartz
Proposition de création
des « missions locales »
afin de faciliter l'insertion
des jeunes

Octobre 1981
**Commission
nationale pour
le développement
social des quartiers
(CNDSQ)**
Annoncée lors des
Assises pour l'avenir
des quartiers d'habitat
social et présidée
par Hubert Dubedout,

dont le rapport
« Ensemble, refaire
la ville », en 1983,
posera les fondations
d'une politique
des quartiers

Mars 1982
**Lois de
décentralisation
(1982-1983)**

Octroi de nouvelles
compétences
aux collectivités
locales

Juillet 1982
Opérations prévention été

Offre d'activités pour
les jeunes des quartiers ;
en 1995, l'opération Ville
Vie Vacances en sera
l'héritière

Janvier 1983
**Conseil national
de prévention
de la délinquance
(CNPD)**

Une émanation
du rapport
Bonnemaïson
« Prévention,
répression,
solidarité »

Juin 1983
**Démolitions médiatisées
aux Minguettes à Vénissieux (69)**

Juillet 1983
**Décès d'un enfant à La Courneuve
(93) et émeutes dans l'Est lyonnais
(69)**

Octobre 1983
**Marche pour l'égalité
et contre le racisme**

De Marseille à Paris, un cortège
de plus de 100 000 participants
au total

Novembre 1983
Banlieues 89

Mission
interministérielle
confiée aux
architectes
Roland Castro
et Michel Cantal-
Dupart ;
en procéderont
diverses réalisations,
des événements
et un projet de
Grand Paris (1985)

Décembre 1983
**Création de l'association
Ville & Banlieue**
Une initiative d'élus locaux

Juin 1984
**Comité
interministériel
pour les villes
(CIV)**

Chargé de la
coordination
et du financement,

avec le Fonds
social urbain (FSU),
des politiques
urbaines
de solidarité

Novembre 1984
Concours PAN XIII
Construire la banlieue

Août 1985
**Maîtrise d'œuvre urbaine
et sociale (MOUS)**

Dispositif associant
ingénierie urbaine
et accompagnement
social

Février 1986
**Démolitions aux 4000
à La Courneuve (93)**
Première étape d'un projet
de désenclavement
par l'agence Apha, lauréate
du concours d'architecture
en 1982

Mars 1986
**Cohabitation,
gouvernement Chirac**

Décembre 1986
**Colloque « Réhabilitation
des grands ensembles »**
Organisé par la Commission
nationale de développement
social des quartiers (CNDSQ)
et l'Institut français
d'architecture (IFA)

Juin 1987
**Colloque sur le patrimoine
architectural du xx^e siècle**
Au couvent de la Tourette (Éveux,
69), avec Jean-Louis Cohen, une
première reconnaissance de la
valeur patrimoniale des grands
ensembles

1988-2003 vers une politique de la ville

Mai 1988

Rapport Levy

Première évaluation de la politique du développement social des quartiers ; afin de la structurer et de la pérenniser, un comité spécial sera créé en 1990

Octobre 1988
CNV, CIV, DIV

Création du Conseil national des villes (CNV), consultatif, du Comité interministériel des villes (CIV), décisionnel, et de la Délégation interministérielle à la ville (DIV), opérationnelle, incluant CNDISQ, CNPD et Banlieues 89. Yves Dauge en est le premier délégué.

Novembre 1988

Instauration du RMI

Un « revenu minimum d'insertion » pour garantir un minimum de ressources et faciliter l'insertion des personnes aux plus faibles revenus

Janvier 1989

Programme développement solidarité

Engagement de la Caisse des dépôts en faveur de l'insertion des quartiers

Février 1989

Quartiers en crise

Programme d'échanges européen sur les quartiers ; une préfiguration du réseau Urbact qui sera créé en 2002

Mai 1989

Circulaire Rocard

Définition des moyens de la politique de la ville ; annonce l'expérimentation de « contrats de ville » pour coordonner l'action dans les quartiers (ils seront généralisés en 1992)

Juin 1989

Colloque « Faut-il raser les grands ensembles ? »

Tenu à Vénissieux (69), dont le quartier Démocratie a fait l'objet d'un concours international de requalification en 1988

Mai 1990

Loi Besson

Consécration du droit au logement

Juillet 1990

Sites pilotes pour l'intégration

Après la création du Haut Conseil à l'intégration en 1989, articulation des politiques de la ville et de l'intégration

Octobre 1990

Émeutes à Vaulx-en-Velin (69)

Décembre 1990

Assises Banlieues 89 à Bron (69)

Intitulées « Pour en finir avec les grands ensembles » ; annonce du président de la République d'un pilotage renforcé de la politique de la ville par l'État

Décembre 1990

Michel Delebarre, ministre d'État, ministre de la Ville

Janvier 1991

Sous-préfets pour la politique de la ville

Rejoints en 1996 par les délégués de l'État pour la politique de la ville (devenus délégués du préfet en 2008), puis en 2005 par les préfets délégués pour l'égalité des chances

Mai 1991**Quartiers lumière**

Soutien aux initiatives culturelles ; annonce d'autres appels à projets de la DIV portant sur l'éclairage, les transports, le commerce, les services publics ou le paysage dans les quartiers

Mai 1991**Loi de dotation de solidarité urbaine (DSU)**

Soutien financier aux communes les plus pauvres

Juillet 1991**Rapport Delarue**

Alerte de la « relégation » des quartiers

Juillet 1991**Grands projets urbains (GPU)**

Premières opérations globales de requalification des quartiers

Juillet 1991**Nouvelle bonification indiciaire ville**

Revalorisation salariale des agents publics exerçant dans les quartiers

Juillet 1991**Loi d'orientation pour la ville (LOV)**

Loi-cadre affirmant droit à la ville, mixité sociale et lutte contre la ségrégation urbaine

Octobre 1991**Entreprises et quartiers**

Incitation des grandes entreprises à s'engager en matière d'insertion économique

Novembre 1991**PIR-Villes**

Programme de recherche du CNRS sur les questions urbaines

Janvier 1992**Programme 50 quartiers**

Lancement de 50 projets urbains par l'Union nationale des HLM (UNFOHLM) et la Caisse des dépôts

Avril 1992

Bernard Tapie, ministre de la Ville
Brièvement remplacé par François Loncle

Mai 1992**Plan Tapie**

Projet d'un Établissement public national de réaménagement des banlieues ; renforcement du service national Ville ; instauration de maisons du citoyen et de conseils de quartier

Mai 1993

Cohabitation, gouvernement Balladur
Simone Veil, ministre d'État aux Affaires sociales, de la Santé et de la Ville

Juillet 1993**Plan d'urgence pour la ville**

Annoncé trois mois après le premier débat parlementaire sur les quartiers ; plan doté d'un budget renforcé qui vise une simplification des dispositifs

Février 1994**Fonds interministériel pour la ville (FIV)**

Centralisation des crédits ministériels pour les quartiers

Mai 1994**Femmes-relais**

Soutien à l'emploi de femmes pour des actions de médiation et d'intégration

Juin 1994**PIC Urban**

Programme d'initiative communautaire : programme européen pour le développement des quartiers ; une préfiguration des Projets urbains intégrés qui seront lancés en 2007

Janvier 1995
Loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité
 Introduction de la prévention situationnelle impliquant architectes et urbanistes

Février 1995
Loi Pasqua : ZUS, ZRU et ZRR
 Nouveaux zonages prioritaires : zones urbaines sensibles (ZUS), zones de revitalisation urbaine (ZRU) et zones de revitalisation rurale (ZRR)

Mai 1995
Élection de Jacques Chirac
 Éric Raoult, ministre de l'Intégration et de la Lutte contre l'exclusion ; Françoise de Veyrinas, secrétaire d'État aux Quartiers en difficulté

Mai 1996
Emplois ville
 Dispositif d'insertion pour les jeunes des quartiers

Novembre 1996
Loi pacte de relance pour la ville
 Création des zones franches urbaines (ZFU)

Juin 1997
Troisième cohabitation, gouvernement Jospin

Octobre 1997
Police de proximité
 Renforcement des liens police-population ; suspendue en 2003, puis réactivée en 2018 avec la police de sécurité du quotidien (PSQ)

Février 1998
Rapport Sueur
 Inspirera les lois Chevènement, Voynet et le rapport Cavallier (1999), en particulier la proposition de décliner la politique de la ville à l'échelon des intercommunalités

Mars 1998
Claude Bartolone, ministre délégué à la Ville

Juin 1998
Centres de ressources politiques de la ville (CRPV)
 Un accompagnement pour les acteurs

Juin 1998
Fonds de participation des habitants (FPH)
 Support pour les initiatives locales et associatives (fêtes de quartier, sorties culturelles ou sportives)

Décembre 1998
Émeutes dans le quartier de la Reynerie, à Toulouse (31)

Octobre 1999
Label « Patrimoine du xx^e siècle »
 Reconnaissance de la valeur architecturale et urbaine de certains grands ensembles ; supprimé en 2016 au profit du label « Architecture contemporaine remarquable »

Décembre 1999
Grands projets de ville (GPV)
 Promotion des opérations de démolition-reconstruction en remplacement des GPU

Avril 2000
Adultes-relais
 Emploi d'adultes dans les quartiers en vue d'améliorer les relations entre habitants et avec les services publics

Décembre 2000
Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU)
 Imposition d'un quota de 20 % de logements sociaux aux communes pour favoriser la mixité sociale

Mai 2002
Réélection de Jacques Chirac
 Jean-Louis Borloo, ministre délégué à la Ville et à la Rénovation urbaine

Octobre 2002
**« Résidentialisation :
 une nouvelle urbanité ? »**
 Débat à l'initiative de la DIV et de la direction générale de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction afin de redéfinir les limites entre espaces public et privé

2003-2012, du développement social urbain à la rénovation urbaine

Août 2003
Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU)
 Créée par la loi Borloo pour piloter le Programme national de rénovation urbaine (PNRU); naissance de l'Observatoire des ZUS (ONZUS), qui deviendra l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) en 2016

Octobre 2004
Marc-Philippe Daubresse, ministre délégué au Logement et à la Ville

Janvier 2005
Plan de cohésion sociale
 Instauration de nouveaux

dispositifs, dont les programmes de réussite éducative et les maisons de l'emploi

Octobre 2005
Émeutes après la mort de deux jeunes à Clichy-sous-Bois (93)
 Promulgation de l'état d'urgence et création de l'association ACLEFEU

Mars 2006
Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE)
 Fin des « contrats de ville » au profit des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS)

Mai 2006
Rénovation du Serpentin d'Émile Aillaud à Pantin (93)
 Vif débat entre préservation et transformation architecturale

Mai 2007
Élection de Nicolas Sarkozy
 Christine Boutin, ministre du Logement et de la Ville; Fadela Amara, secrétaire d'État chargée de la Politique de la ville

Janvier 2008
Plan Espoir banlieues
 Nouveaux dispositifs: cordées de la réussite, internats d'excellence, « *busing* » (dispositif de transport favorisant la scolarisation des enfants hors des quartiers), banque

de stages pour les collégiens

Avril 2009
Exposition sur la consultation du Grand Paris à la Cité de l'architecture et du patrimoine
 Dix équipes internationales explorent notamment les liens entre les quartiers et les grands projets métropolitains

Mai 2009
SG-CIV
 Transformation de la DIV en Secrétariat général du comité interministériel des villes (SG-CIV)

Novembre 2010
Maurice Leroy, ministre de la Ville

2012-2025 nouvelle géographie, nouveaux enjeux

Mars 2012
Assassinats à Toulouse (31) et à Montauban (82)
 Relance des débats sur la radicalisation

Mai 2012
Élection de François Hollande
 François Lamy, ministre délégué à la Ville

Août 2012
Conventions interministérielles

Fixation d'objectifs aux ministères de droit commun pour qu'ils s'impliquent davantage dans les quartiers

Juin 2013
Emplois francs

Aide aux employeurs recrutant des jeunes résidant dans les quartiers

Juillet 2013
Rapport Mehmache-Bacqué

Propositions pour renforcer la citoyenneté et la participation des habitants

Février 2014
Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine

Recentrage de la géographie de la politique de la ville sur le seul critère de la pauvreté (QPV); instauration d'un contrat de ville intercommunal, des conseils citoyens, d'un nouveau PNRU (NPNRU); reconnaissance de la discrimination à l'adresse

Mars 2014
Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

Intégration du Secrétariat général du comité interministériel des villes (SG-CIV) au sein du CGET qui deviendra en 2019 l'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT): inscription de la politique de la ville dans une approche élargie d'égalité territoriale

Avril 2014
Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports

Août 2014
Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports; Myriam El Khomri, secrétaire d'État à la Politique de la ville

Mars 2015
Comité inter-ministériel à l'égalité et à la citoyenneté

Après les attentats de janvier 2015, adoption de mesures contre « l'apartheid territorial, social et ethnique », dont le plan de formation Valeurs de la République et laïcité (VRL)

Février 2016
Hélène Geoffroy, secrétaire d'État à la Ville

Mai 2017
Élection d'Emmanuel Macron
Richard Ferrand, puis Jacques Mézard, ministres de la Cohésion des territoires

Novembre 2017
Discours de Tourcoing
À la suite de l'appel de Grigny, lancé par des élus et des associations, annonce par le président de la République d'une « mobilisation nationale » contre l'« assignation à résidence » des habitants des quartiers

Février 2018
Quartiers de reconquête républicaine (QRR)
Renforcement de la présence policière dans certains quartiers

Avril 2018
Prix Mies van der Rohe pour la réhabilitation du Grand Parc à Bordeaux (33)
Un projet portant sur 530 logements sociaux, signé Lacaton & Vassal, Frédéric Druot et Christophe Hutin

Mai 2018
Plan de mobilisation nationale
Dans le prolongement du rapport Borloo pour un plan de « réconciliation

nationale», nouvelles mesures pour les quartiers : dédoublement des classes, bonus crèche, « testing » (tests de discrimination), microfolies, Cités éducatives...

Octobre 2018
Julien Denormandie,
ministre délégué à la Ville
et au Logement

Janvier 2020
Quartiers fertiles
Programme pour l'agriculture urbaine dans le cadre du NPNRU ; il sera suivi en 2022 de la démarche Quartiers résilients, sur les enjeux environnementaux et climatiques

Juin 2020
Quartiers d'été
Après le confinement dû à l'épidémie de Covid-19, proposition d'activités estivales aux plus jeunes

Juin 2020
Nadia Hai, ministre déléguée à la Ville

Octobre 2020
Discours des Mureaux
Annonce par le président de la République de mesures contre le « séparatisme » et la « ghettoïsation » des quartiers

Novembre 2020
1 % relance pour les quartiers

Contribution du Plan de relance en faveur des quartiers, à la suite de l'appel de maires

Janvier 2021
Réunion du CIV
Réactivation après des années d'interruption, avec des sessions décentralisées

Septembre 2021
« Habiter les grands ensembles » à la Biennale de Venise (Italie)
Expositions et débats

Novembre 2021
Fonds Gilets roses
Soutien financier à des collectifs de femmes mobilisés dans les quartiers

Avril 2022
Comité d'histoire de la politique de la ville
Un comité pour faire l'histoire de la politique de la ville et éclairer ainsi ses évolutions passées et futures

Avril 2022
Rapport Vigouroux-Zannier-Sicart
Appel à des financements pluriannuels, à la géolocalisation

des crédits et à des évaluations par cohortes

Mai 2022
Réélection d'Emmanuel Macron
Olivier Klein, ministre délégué à la Ville et au Logement

Juin 2023
Émeutes urbaines
Entraînées par le décès d'un jeune à Nanterre (92) ; s'ensuivent des mesures pour les quartiers et la mise en place d'un Conseil national de la refondation

Juin 2023
Quartiers de demain
Consultation internationale lancée par le président de la République dans le cadre du plan Quartiers 2030

Juillet 2023
Sabrina Agresti-Roubache,
secrétaire d'État à la Ville et à la Citoyenneté

Septembre 2024
Valérie Létard, ministre du Logement et de la Rénovation urbaine

Décembre 2024
Juliette Méadel, ministre déléguée chargée de la Ville

Février 2025
Rapport Delorme-Mialot-Van Styvendael
Préconisation d'un troisième PNRU adapté aux enjeux de la transition environnementale

Séminaire 2026 / 2027

L'HABITAT AU CŒUR DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Comité d'histoire de la politique de la ville
Campus Condorcet - Centre de colloques
PLACE DU FRONT POPULAIRE - AMPHITHÉÂTRE 150
93 300 Aubervilliers
www.comitehistoirepolville.fr

Vue des 4000 (Balzac) - Avenue Leclerc - arrêt Genève - laboratoire médical, photographie en noir et blanc sans date,
© Archives municipales de La Courneuve. 3Fi552

L'HABITAT AU CŒUR DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Comité d'organisation : Marie-Christine Jaillet, Christine Lelévrier, Dominique Figeat, Philippe Méjean, Beatrix Mora, Dominique Belargent , Antoine Loubière, Gwenaëlle Legoullon, Michel Didier et Antonin Cois

Si, tout au long de son histoire, l'habitat a été au cœur de la politique de la ville, le séminaire n'épuisera pas la totalité des questions soulevées par l'intervention dont il a fait l'objet, et par la diversité des situations locales.

Il visera donc à éclairer, d'une part les interactions entre les politiques de l'habitat et la politique de la ville, d'autre part, quelques-uns des débats majeurs qui ont traversé ce demi-siècle et restent d'actualité, s'agissant du devenir du parc de logements des quartiers de la « géographie prioritaire » et de leur environnement. Il cherchera également à rendre compte de la manière dont le système d'acteurs en charge de l'habitat, dans ses différentes composantes, s'est transformé sous l'effet de la politique de la ville.

Au-delà d'un questionnement qui embrasse, de manière large, les différentes thématiques retenues, chacune des séances du séminaire privilégiera les interrogations que les travaux de recherche peuvent nourrir ou qui apportent des éléments de réponse. Une place sera faite à la présentation d'expériences locales, exemplaires et illustratives de la diversité des situations urbaines que rencontrent les politiques de la ville et de l'habitat. Le séminaire fera également place aux recherches des doctorant.es et jeunes docteur.es.

Enfin, il ne sera pas oublié que ce séminaire est organisé par un Comité d'Histoire en veillant à ce que le fil de la perspective historique soit bien tenu.

Toutes les séances se tiendront à Aubervilliers, sur le Campus Condorcet au Centre de colloques.

Campus Condorcet - Centre de colloques

Place du Front populaire - métro "Front populaire", ligne 12

Amphithéâtre 150

93 300 Aubervilliers

SÉANCE 1 | 16 AVRIL 2026 | PARIS

Séance inaugurale : Politique de la ville et politiques de l'habitat, une histoire croisée

SÉANCE 2 | 29 SEPTEMBRE 2026 | PARIS

Thématique : Peuplement, mixité et droit au logement

SÉANCE 3 | 8 DÉCEMBRE 2026 | PARIS

Thématique : Politique de la ville et politiques de l'habitat : qu'apprend-on de leur gouvernance respective sur l'évolution des rapports entre l'État et les collectivités locales ? Qu'ont produit, sur le terrain, leurs programmes respectifs et leurs interactions ?

SÉANCE 4 | 4 FÉVRIER 2027 | PARIS

Thématique : De la réhabilitation des logements au renouvellement urbain des quartiers et à leur gestion

SÉANCE 5 | 1^{er} AVRIL 2027 | PARIS

Thématique : La transformation du rôle des bailleurs et de leurs rapports avec les autres acteurs du logement social

SÉANCE 6 | 1^{er} JUILLET 2027 | PARIS

Thématique : Les habitants « destinataires » ou « acteurs » des changements ? Qu'est-ce que la politique de la ville a fait aux habitants des quartiers ?

SÉANCE 7 | 28 SEPTEMBRE 2027 | PARIS

Séance conclusive

Les séances seront accessibles en visioconférence

Inscriptions obligatoires

Liens d'inscription et programmes à venir sur le site du [Comité d'histoire de la politique de la ville](#)



Comité d'histoire de la politique de la Ville

Campus Condorcet
8 cours des Humanités
93 300 Aubervilliers

- www.comitehistoirepolville.fr
- comite@comitehistoirepolville.fr
- 07 82 61 12 93